No 37 du 7 septembre au 21 septembre 1978
Supplément à l'Humanité rouge n° [illegible]

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

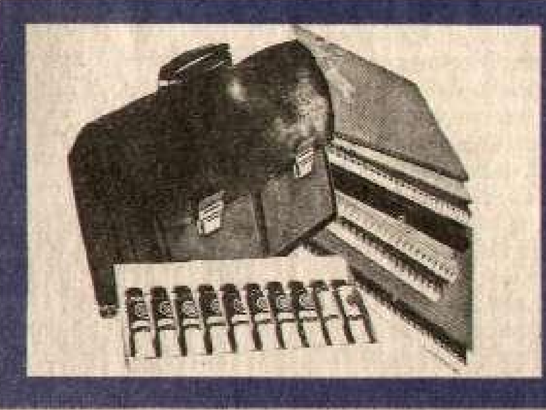


LE VOYAGE DE HOUA KUO-FENG

en Yougoslavie, Roumanie, Iran



2 ANS DE PLAN BARRE...



RENTREE SCOLAIRE

A grands frais



Courrier des lecteurs

Chers camarades,

L'avant dernier bimensuel (No 34) est vraiment lamentable en ce qui concerne l'Europe.

Qu'il y ait deux aspects comme le dit l'article du camarade Lebrun soit, mais ce n'est pas une raison pour faire un pareil délayage sur l'aspect opposition aux USA, d'accompagner la photo de Giscard et Schmidt d'un commentaire aussi neutre sinon complaisant.

Deux aspects oui, mais quel est le principal ?

De toute façon, c'est en partant de la réalité la plus sensible aux travailleurs que l'on pourra donner des explications.

Je vous envoie un travail qui peut être vous sera utile, je pars du point de vue d'un quatre pages facilement distribuable (on peut y ajouter une demande de contact), avec surtout des photos (je n'ai pas eu un grand choix).

Je ne pense pas qu'il soit suffisant, mais à mon avis un matériel spécial sur l'Europe, avec peu de textes et qui ne s'attaquerait pas spécialement aux révisionnistes serait interressant.

Pour la cartouche (j'ai enlevé les cinq têtes) ne vous formalisez pas ; mais je crois que c'est peut être plus facile aux gens de retenir une tête (celle de Mao qu'ils connaissent) plutôt que cet agrégat de barbes et de têtes de profils qu'ils ne retiennent pas et dont les têtes ne leurs sont pas familières.

En toute modestie.
Salutations communistes.

Cher camarade,

Nous te remercions pour ta lettre et pour la proposition de numéro spécial sur l'Europe que tu as réalisé.

Tu es Narbonnais et il est normal que plus que tout autre tu t'indignes des conséquences pour les viticulteurs du Midi français de l'élargissement de l'Europe. Mais je voudrais faire à ta lettre plusieurs remarques.

On a vu cet été le Parti communiste espagnol de Carrillo et le parti de Georges Marchais s'empailler sur cette question de l'élargissement de l'Europe. Triste spectacle que celui de dirigeants qui s'affirment communistes donc internationalistes et qui fondent en fait leur politique sur le chauvinisme. N'est-ce-pas le contenu de leur campagne ? Est-ce que le problème de l'Union européenne se ramène à celui de la viticulture française ou espagnole.

Les prolétariats d'Europe n'ont pas pour nous, disons le tout de suite d'intérêts contradictoires et c'est sur la base de ces intérêts-là que nous nous plaçons. Sinon nous pourrons bien faire comme Georges Marchais et trouver toujours dans la situation tel ou tel élément isolé pour justifier notre point de vue.

Une fois que nous avons dit cela, le problème concret n'est pas résolu ? D'accord ! Tu dis dans ta lettre en parlant de l'Union Européenne : « *Deux aspects oui mais quel est le principal ?* » En effet, nous avons deux écueils à éviter.

– *L'unilatéralité* : on ne voit qu'un aspect du problème « *l'Europe c'est l'Europe des capitalistes.* » ou bien « *l'Europe c'est un bien pour la lutte des peuples contre les deux superpuissances* » et l'on néglige les conséquences néfastes qui accompagnent la construction de l'Union européenne.

– *L'éclectisme* : on envisage les deux aspects de la situation mais on les met sur le même plan : « *D'un côté l'Union européenne c'est un bien, de l'autre c'est un mal...* » Résultat : à chacun de choisir son dosage. Cette attitude est paralysante.

Alors, comment posons nous le problème ? Nous voulons le poser à partir des cibles et des tâches de la révolution prolétarienne en France et dans les pays d'Europe. Ces cibles, c'est « *notre* » bourgeoisie monopoliste et ce sont les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes russes. Le projet que tu nous as fait parvenir ignore complétement ces ennemis de notre révolution. Dans notre pays et dans les pays d'Europe de l'Ouest la lutte pour l'indépendance nationale est un des mots d'ordre de la révolution prolétarienne. Faut-il ici rappeler que dès avant la Seconde Guerre mondiale, Hitler tout en n'étant pas un leader monopoliste français, était malgré tout un des pires ennemis du mouvement révolutionnaire en France. Il en va de même aujourd'hui des sociaux-impérialistes russes qui dans leur rivalité avec les impérialistes américains veulent mettre sous leur botte les pays d'Europe.

Nous sommes donc pour l'Union des prolétariats et des peuples européens dans la lutte contre leur bourgeoisie monopoliste et contre les deux superpuissances notamment l'URSS. La position des différentes forces, les différents événement nous les plaçons dans ce cadre.

L'Union européenne en regroupant des pays isolés des uns des autres constitue un obstacle à la domination des États-Unis et aux ambitions de Moscou. Plus l'unité européenne se renforce, plus cela contribue à retarder la guerre.

Les différents groupes monopolistes et les différentes couches sociales non prolétariennes ne posent pas le problème de l'Europe en fonction des intérêts généraux des peuples et de l'indépendance nationale mais en fonction de leurs intérêts monopolistes : c'est ainsi que les gros capitalistes français n'hésitent pas à vendre à l'URSS un ordinateur que les États-Unis lui refusent pour des raisons stratégiques.

Suite page 31

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Le voyage de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, Roumanie, IranPages 5-11-12-13



Extension de la grève Sonacotra dans l'Est de la France . . . . Page 23

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépot légal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

2 ans de Plan Barre...

Il est des anniversaires que l'on oublierait volontiers de souhaiter mais il faut quand même en parler. Ainsi, depuis quelques temps radio et télévision ne cessent pas de parler des deux ans de gouvernement de Raymond Barre.

En juillet 1976, le divorce entre Giscard d'Estaing et Chirac était consommé. En désaccord sur la manière de résoudre la crise, les deux hommes se sont séparés.

Un homme neuf

Pour tenter de résoudre de manière relativement efficace la crise, Giscard, premier représentant des monopoles, se devait de choisir un spécialiste de l'économie, mais personne ne pensait à Raymond Barre.

Professeur d'économie,Raymond Barre n'était pas une personnalité inconnue dans les hautes sphères politiques et économiques. Il était membre de la commission trilatérale fondée en 1973 par Rockfeller de la Chase Manhattan Bank.

Raymond Barre s'y trouvait en compagnie de Martin (Saint-Gobain Pont-à-Mousson), Debatisse (FNSEA), Delouvrier (PDG de l'EDF) et entre autres de René Bonnety de la ... CFDT.

Ce n'est pas un politicien au sens strict du terme et il bénéficie, à ce titre, d'un préjugé favorable auprès de nombreux patrons, de certains syndicalistes, de certains politiciens. Le choix de Giscard montre l'ampleur de la crise, le désarroi des monopoles.

Son action

Aussitôt arrivé, il se met à l'œuvre se définissant lui-même comme *« un homme carré dans un corps rond »*. Il met les bouchées doubles pour limiter la casse et trouver un moyen subtil de faire payer la crise aux travailleurs sans susciter trop de colère.

Pour cela, il cherche constamment à élargir le consensus auprès des leaders syndicalistes. Depuis septembre 1976, trois plans Barre ont été mis sur pied. Le premier augmentait les impôts de 4 %, majorait la vignette-auto de 43 % à 127 % selon les cylindrées, relevait le prix de l'essence de 15 % et prévoyait une *égalité* entre la hausse des prix et des salaires à 6,5 %.. En mars 1977, il prétendait s'attaquer au chômage et mettait sur pied son fameux Pacte national sur l'emploi des jeunes.

En septembre 1977, le budget prévisionnel de 1978 se traduisait par une augmentation des impôts de 12 % , une augmentation de la

Suite page 6



1978 :

—1 500 000 chômeurs —blocage des salaires

—inflation galopante —prix «libérés»

—chasse aux «canards boiteux» et restructuration

Le voyage du président Houa Kouo-feng

UN GRAND EVENEMENT

Le voyage que vient d'effectuer en Roumanie et en Yougoslavie puis en Iran, le président du Parti communiste chinois Houa Kouo-feng, constitue un important événement. Il a suscité la colère de l'Union soviétique et a au contraire été vivement apprécié de tous ceux qui refusent la domination des deux superpuissances États-Unis et URSS, de tous ceux qui s'inquiètent en particulier des menées expansionnistes de Moscou.

Ce n'est pas un hasard si c'est à la Roumanie et à la Yougoslavie que Houa Kouo-feng a consacré ses premières visites à l'étranger. La Chine, en effet, considère depuis toujours la République populaire de Roumanie comme un pays socialiste et le Parti communiste roumain comme un parti frère. Quant à la Yougoslavie c'est récemment que le Parti communiste chinois et la Ligue des communistes yougoslaves ont rétabli leurs relations de parti à parti. C'est d'abord à des pays frères que le président Houa a donc rendu visite.

Par ailleurs, la Roumanie et la Yougoslavie vivent sous la menace directe d'une intervention soviétique. Moscou considère ces deux pays comme relevant de sa sphère d'influence. On sait ce que cela veut dire : l'intervention des chars russes à Prague a eu lieu voici seulement dix ans. Cela permet de mieux comprendre l'accueil exceptionnellement chaleureux réservé au premier représentant de 800 millions de Chinois.

Enfin, la Roumanie et surtout la Yougoslavie de Tito, initiateur du mouvement des pays non-alignés, jouissent d'un grand prestige au sein des pays du tiers monde que la Chine considère comme la force principale dans la lutte contre l'hégémonisme, l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et le sionisme.

En renforçant les liens avec la Roumanie et la Yougoslavie, le président Houa Kouo-feng vient donc d'apporter un grand soutien à des pays frères qui n'acceptent pas la baguette soviétique , aux pays d'Europe menacés par l'armada soviétique et du Pacte de Varsovie, aux pays du tiers monde qui viennent de s'apercevoir avec les événements en Afrique et au Moyen-orient, du danger soviétique.

On comprend que l'*Agence Tass* russe soit déchaînée. Entraînés par leur fureur, ses commentateurs vont même jusqu'à traiter la Chine de fauteur de troubles dans les Balkans. De quoi sourire quand on sait que les plans de guerre soviétiques visent à atteindre à tout prix la Méditerranée et la zone stratégique des Balkans. C'est toujours en tenant compte des ambitions soviétiques et de ses préparatifs de guerre que le président Houa Kouo-feng a accordé à l'Iran sa troisième étape.

Beaucoup de propos malveillants ont été tenus à ce sujet par certains organes de presse et notamment par le vieil anti-chinois Jean Émile Vidal dans *L'Humanité*. C'est à l'Iran et non au régime du Shah que la Chine accorde son soutien. On peut être sûr que le profond souhait du Parti communiste chinois et de tous les révolutionnaires de voir l'Iran vivre sous le régime d'une démocratie nouvelle sur le plan intérieur et de la lutte anti-hégémoniste, notamment antisoviétique sur le plan extérieur. Mais ce n'est pas pour s'occuper des affaires intérieures iraniennes que le président Houa s'est arrêté à Téhéran. Les récents coups d'État pro-soviétiques en Afghanistan, et au Yémen, les événements de la corne de l'Afrique montrent bien que Moscou fait actuellement le forcing pour contrôler le Golfe persique et donc les approvisionnements en pétrole de l'Europe occidentale. L'Iran qui a deux mille kilomètres de frontières avec l'URSS est un verrou que les stratèges russes veulent faire sauter. Contrairement à ce qui a été dit par *L'Humanité* ici, le peuple iranien qui rejette le régime du Shah, ne regardera sûrement pas la visite du président Houa à Téhéran comme un désaveu de sa lutte mais comme un soutien à l'indépendance nationale de l'Iran. Car le peuple iranien rejette à juste titre l'impérialisme américain mais ne veut pas pour autant subir la loi de l'autre superpuissance.

Ainsi, dans le monde troublé où nous vivons du fait de la rivalité soviéto-américaine, on s'apercevra bientôt largement de la très grande portée du voyage du président Houa Kouo-feng. La Chine devient aujourd'hui encore plus active dans l'arène internationale : cela constitue un facteur pour retarder la guerre que préparent Américains et Soviétiques. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Henri JOUR

Suite de la page 4

vignette de 20 à 30 %, l'essence augmentait de 2 à 7 %. En ce qui concernait l'emploi, le gouvernement annonçait triomphalement 26 000 créations d'emploi pour 1978 avec près de 1 500 000 chômeurs.

La proximité des élections de mars 1978 limitait l'ampleur du coup porté aux travailleurs. Les mesures étaient tempérées.

Avec la victoire de la coalition « majoritaire », Giscard pouvait conseiller à Barre d'y aller. Il annonçait la libération des prix industriels, augmentait les prix des tarifs publics de 10 à 25 % selon les catégories. L'aide financière aux entreprises tous azimuts se faisait plus sélective. Fini le temps des cadeaux, désormais il fallait vérifier la bonne tenue des entreprises sur le marché national et mondial. C'est ce qu'on appelle la chasse aux *canards boiteux*.

Les premiers secteurs touchés furent le textile (Boussac) et la navale (Terrin La Ciotat). Mais ils ne sont pas les seuls ; il y aura aussi la sidérurgie (poursuite du regroupement), le secteur nationalisé (SNCF, EDF, PTT).



Des milliers de licenciements sont annoncés dans la sidérurgie.

La riposte aux plans Barre

Face à de telles attaques, la riposte fut immédiate. La proximité des législatives et le soutien accru des états-majors syndicaux au Programme commun brisa net l'élan de lutte des travailleurs constaté au printemps 1976. Cette démobilisation du mouvement se traduisit par la forme de riposte choisie : grève générale du 7 octobre 1976, journée d'action du 24 mai 1977, puis du 1er décembre 1977. Après mars 1978, aucune élection n'était en vue ; au lieu d'unifier le mouvement de grève, ce furent les négociations à froid. Ce manque de riposte a pu permettre aux *Échos* (journal patronal quotidien) le lundi 28 août 1978 de publier un sondage effectué auprès de cent patrons représentant 900 000 emplois dans lequel il était dit que 83 % des patrons s'attendaient à une rentrée sociale calme.



La monopolisation va s'accentuer davantage à l'image du regroupement Peugeot-Simca-Crysler.

Dans un article, ce même journal, à la suite du sondage, va même jusqu'à dire que *« la rentrée sociale ne devrait pourtant pas s'effectuer dans un climat générateur de conflits »* (Philippe Vasseur — *Les Échos* 28/8/78).

Le mouvement de masse fut important au niveau local comme chez Deffrenne du groupe textile Schlumpf. On assista à des luttes antinucléaires de grande ampleur et à des luttes anticumul chez les petits paysans.

D'importantes luttes ont lieu avant les élections de mars 1978 (PTT, Institut national audiovisuel, etc.). Après les élections, ce furent les luttes de juin-juillet : Renault, les arsenaux, La Lainière de Roubaix, la SPLI (le Boussac breton), Moulinex, etc.

Toutes ces luttes ont montré l'état de division des appareils syndicaux et la volonté de lutte des travailleurs. Elles sont restées isolées, parcellisées et ont presque toutes échoué.

La rentrée

Dans son édition du 28 août 1978, *Les Échos* publient, outre le sondage, un article intitulé : *Six mois décisifs pour Raymond Barre*. L'inflation demeure un grand danger, la hausse des prix a été de 1,2 % en juillet. On atteindra les 10 % fin décembre ou comme l'an dernier, 9,9 % en reportant certaines hausses sur janvier 1979.

En ce qui concerne le chômage, le 7e plan avait prévu 1 320 000 créations d'emplois en cinq ans d'application, mais on en est très loin. Bien pire. Les patrons prévoient peu d'embauche et *Les Échos* ajoutent : *« Mais ce qui est plus inquiétant encore, c'est que les entreprises qui sont prêtes à engager du personnel supplémentaire sont petites ou moyennes (à l'exception du secteur de la distribution où des sociétés importantes vont recruter), tandis que les projets de diminution touchent surtout de grandes entreprises employant plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes. »*

Dans le secteur dit tertiaire, avec le rapport NORA, la télématique aidant, ce sont plus d'emplois dans les services qui seront supprimés dans les prochaines années.

La perspective économique est donc bouchée, malgré une balance commerciale créditrice et les investissements aux USA. De profonds bouleversements de la structure économique sont à attendre. L'État jouera un rôle accru et interviendra davantage dans la vie des entreprises, aidant les productivistes et liquidant les canards boiteux. La monopolisation s'accentuera davantage, à l'image du regroupement Peugeot — Simca — Chrysler (44 % du marché intérieur auto) et de Willot (10 % du secteur textile).

Yves LEPIC

Baissera, baissera pas ?

La politique pétrolière en mutation

A la mi-août, Monory laissait entendre que la baisse du dollar allait se traduire par une baisse du prix de l'essence. Presque aussitôt Barre s'empressait de contredire son ministre de l'Économie. Cette mini-querelle autour de quelques centimes, ce n'est qu'un point très secondaire de la grande question débattue actuellement dans les cercles gouvernementaux : la réorientation de la politique pétrolière de la France.

Depuis cinquante ans, la politique pétrolière de la France est régie par la loi de 1928 qui stipule qu'en échange de licences d'importations, assorties de quotas, les sociétés pétrolières sont soumises à un certain nombre d'obligations : constitution de stocks stratégiques et d'une capacité de raffinage en rapport avec les prévisions du marché, obligation de tranporter les deux tiers du pétrole importé sous pavillon français.

Désir de libéralisation de la politique pétrolière

La libéralisation est à l'ordre du jour du gouvernement Giscard-Barre. Sa volonté de ne pas imposer à l'industrie française des produits plus chers que dans les pays voisins l'inciterait à supprimer les prix imposés et à laisser fonctionner la loi du marché. Mais dans ce cas les sociétés pétrolières étrangères seraient favorisées, n'ayant pas à supporter les mêmes contraintes que les françaises.

Il faudrait donc soit dédommager les firmes nationales (mais où prendre les crédits nécessaires si les prix baissent), soit supprimer ces contraintes, c'est-à-dire remettre en cause la loi de 1928, ce qui d'ailleurs est souhaité par certains dans les milieux monopolistes.

Mais aussi volonté de garder le contrôle des approvisionnements

Sur un marché largement ouvert au vent de la concurrence, les sociétés les plus vulnérables sont les moins grosses, en l'occurrence les sociétés françaises. Leur appareil de raffinage est devenu trop important ; sa capacité est de 170 millions de tonnes par an pour des besoins de l'ordre de 120 à 130 millions de tonnes, ce qui alourdit les prix de revient.

Une totale libéralisation, entraînant une baisse des prix, conduirait donc logiquement à importer des produits raffinés fabriqués à moindre coût à l'étranger. Ce serait la liquidation des raffineries françaises. Or ce n'est qu'à l'entrée des raffineries qu'on peut contrôler d'où vient le pétrole



Barre et son ministre Monory se sont mis d'accord, l'essence ne baissera pas.

brut. Si on ne raffine plus en France, le gouvernement perd la maîtrise de ses approvisionnements et se trouve à la merci des monopoles américains du pétrole.

Les conséquences irréversibles d'une totale libéralisation

Comme on le voit le problème n'est pas simple. En outre, abolir la loi de 1928 c'est aussi supprimer les contraintes de tranport des deux tiers du pétrole importé sous pavillon français, or tout le monde sait qu'il coûte infiniment moins cher d'utiliser les pavillons de complaisance. Les pétroliers ne s'en priveraient pas et aggraveraient ainsi la crise de la marine marchande.

Il serait ensuite impossible de revenir en arrière. En effet le dirigisme français en matière de politique pétrolière n'est pas conforme aux règles communautaires, les partenaires européens de la France sont obligés de l'accepter parce que la loi qui régit cette politique est antérieure au traité de Rome. Mais si la France renonce à cette loi de 1928 elle sera soumise aux règles communautaires et elle ne pourra plus y revenir.

Préparer une future libéralisation

Le gouvernement Giscard-Barre ne peut se permettre de prendre de tels risques, au mieux peut-il définir une nouvelle politique qui permette dans l'avenir de procéder à une réelle libéralisation. Cela suppose que l'État accorde des crédits suffisants aux deux groupes français, Elf et Total, pour rendre compétitif leur appareil de raffinage d'une part, et d'autre part pour aller chercher de nouvelles sources d'hydrocarbures.

Une fois encore, les groupes monopolistes vont se servir de leur État pour financer les investissements sur le dos des travailleurs. Il faut donc prévoir un accroissement important des crédits alloués au fond de soutien des hydrocarbures. Par ailleurs, le budget de l'agence pour les économies d'énergie doit être sensiblement augmenté, ainsi que l'aide au développement des produits nouveaux. Tous ces financements sont assurés par les taxes sur les carburants, et nous savons déjà que le budget 79 prévoit une pression fiscale accrue sur les produits pétroliers.

Si on ajoute à cela que le Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, a prévenu récemment qu'une augmentation de prix du brut était devenue inévitable, on comprend qu'il est fort probable que l'avis de Barre va l'emporter sur celui de Monory. Le prix de l'essence ne diminuera pas.

Henri BERTHAULT

ELLENSTEIN

«Il faut aller plus loin dans la critique de l'URSS»

Après que Marchais ait annoncé avant les vacances que la contestation était terminée dans le PCF, Elleinstein, l'un des porte-parole de cette contestation, vient coup sur coup de publier dans *Match* et *Le Monde* deux articles qui portent la critique à un nouveau niveau. En effet, dans ces articles, Elleinstein centre sa critique sur l'URSS et l'attitude du PCF à l'égard de celle-ci. Et Elleinstein va très loin. Il dénonce dans *Le Monde* l'hégémonisme de l'URSS et se prononce pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Revenant sur l'échec de la gauche, Elleinstein renvoie dos à dos les directions du PCF et du PS. D'après lui, l'Union de la gauche ne pourra triompher qu'à deux conditions : que le PS renonce à toute tentative social-démocrate et que le PCF aille jusqu'au bout dans la logique du 22e congrès. En ce qui concerne le PCF sur lequel Elleinstein centre ses propos *« cela implique (...) une critique radicale des expériences qui se réclament du socialisme. »*. Les expériences dont il est question sont celles des pays d'Europe de l'Est et en particulier l'URSS. Nous allons le voir, la divergence est profonde entre Elleinstein et le courant qu'il représente au sein du PCF et la direction de celui-ci.

Le PCF ne doit plus se contenter d'une critique du bout des lèvres !

Faisant remarquer que Marchais avait déjà fait quelques pas dans la critique de l'URSS, Elleinstein ajoute *« qu'on ne peut pas se contenter d'une ... simple critique des manquements aux droits de l'homme. »* Sans nier, un certain nombre de progrès en URSS, Elleinstein constate à juste titre l'absence même de ces droits de l'homme. Il cite *« l'absence des libertés les plus élémentaires, l'interdiction de la grève, l'intégration des syndicats à l'appareil d'État... »*, il dénonce *« la bureaucratie de plus en plus envahissante dont la domination s'exerce par des moyens d'oppression et d'aliénation de l'homme. »*

Ce qu'Elleinstein remet en cause, c'est tout le système régnant actuellement en URSS et dans les pays de l'Est. Il demande que le PCF par conséquent s'en démarque fondamentalement et n'en reste pas à une critique du bout des lèvres telles que celles de la direction du PCF.

L'URSS a une politique d'hégémonie

Mais Elleinstein va plus loin encore dans *Le Monde* du 23 août. Après avoir dénoncé les procès en URSS et les événements de Tchécoslovaquie, après avoir demandé le retrait inconditionnel des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, il écrit :

« Pourquoi « L'Humanité » censure-t-elle toute référence à la politique d'hégémonie de l'Union soviétique, qui se manifeste avec tant d'évidence en Europe orientale et dans ses rapports avec le tiers monde ? ».

Une telle prise de position, nouvelle dans les rangs du PCF, et émanant d'un membre du Comité central, est, quelle que soit par ailleurs sa répercussion au sein du PCF actuellement un événement important et extrêmement positif.

Pour l'élargissement de l'Europe

Dans l'article de *Match*, Elleinstein, longuement, expose aussi son désaccord avec la direction du PCF sur l'élargissement de l'Europe. Ainsi qu'il l'écrit, le refus de cet élargissement est le fait, en Europe de l'Ouest, des partis les plus liés à l'URSS. D'autres, tels le PCI ou le PCE, qui prennent le plus leurs distances à l'égard de Moscou, sont favorables à cet élargissement.

Sur le plan de la politique internationale, ses récents articles constituent une œuvre utile et capable d'accélérer la prise de conscience de la véritable nature impérialiste et belliciste de l'URSS.

Henri MAZEREAU

Elleinstein, membre du PCF, que l'on voit ici à la fête de Rouge vient de publier un article dans Paris-Match, dénonçant la politique hégémoniste de l'URSS. Article qui embarasse fort la direction du PCF.



JCMLF : Un été de solidarité en Corse

Cet été, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) organisait un camp en Corse, en liaison avec des nationalistes corses. Il était situé dans la *« Castagniccia »* (la châtaigneraie), au cœur de la montagne.

Les activités du camp étaient composées d'une part par le travail de défrichage dans une châtaigneraie, d'autre part de différentes activités de détente et discussions, rencontres, étude de la question nationale corse et des problèmes de la désertification de la montagne.

Par exemple, il y a eu des randonnées dans la région, dont une avec des jeunes du village voisin, Piobetta. Par petits groupes, des sorties ont été organisées pour assister à des soirées culturelles, à Tallone et Taglio-Isolaccio, ainsi qu'au dernier des meetings de l'été organisé par l'UPC, à Ajaccio le 13 août.

Quelques visites ont également été faites à des militants nationalistes : responsable local de l'UCP d'Aléria et un paysan de la FDSEA qui participa à l'occupation des terres dans la plaine d'Aléria.

Dans l'ensemble, un camp qui a permis de mieux connaître le problème corse.

Claude LEBRUN

La Castaniccia

Un objectif du camp était de défricher une châtaigneraie qui était laissée à l'abandon depuis une trentaine d'années. Bruyères, ronces, fougères dépassent largement la taille humaine.

La récolte des châtaignes sera faite à l'automne par des étudiants corses. Elle sera vendue et la somme récoltée ira intégralement aux familles des emprisonnés politiques corses, par l'intermédiaire de *« A Riscossa »*, association d'aide aux familles des patriotes emprisonnés ou poursuivis.

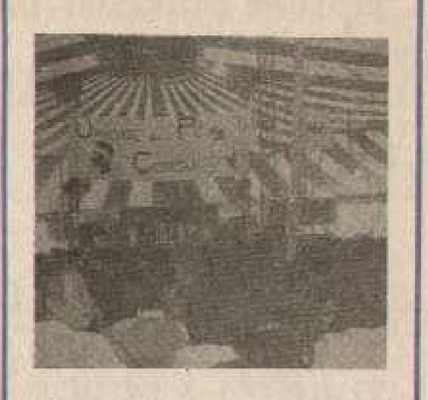
Outre cet aspect, il faut voir que la montagne se meurt et que cette action à la Castaniccia est aussi un embryon pour lui redonner vie.

La production de la châtaigne est d'une très grande signification pour le peuple corse, car la montagne constitue la très grande majorité du territoire de l'Ile. Le colonialisme français a délaissé consciemment *« la Corse de l'intérieur »* – pas assez rentable pour lui – alors celle-ci s'est vidée de ses forces vives qui ont pris l'exil, sur le continent et de par le monde, et pour certains, ils sont allés dans les villes. C'est aujourd'hui un gigantesque maquis. Il ne reste plus dans les montagnes que quelques personnes agées, l'élevage et l'agriculture ont pratiquement disparu.

La châtaigne était le produit de base, elle servait notamment à faire le pain, elle contribuait à faire vivre un peuple.

Les militants de la JCMLF participent au défrichage de la châtaigneraie.





Extrait d'une interview du FNLC

Sur le continent, les mass-média vous présentent comme des terroristes. Quel est votre point de vue sur l'emploi de la violence ?

Le refus par l'État français de toute solution politique explique la légitimité de la lutte armée. La violence populaire répond à la violence quotidienne du colonialisme et des clans. Les discours, les rassemblements, les défilés ne suffisent pas. L'État français tergiverse, nous berne ; nous perdons du temps et la lutte s'essouffle. Les non-Corses arrivent plus nombreux chaque jour. L'immigration est intensive. La lutte armée est un instrument politique, un moyen, elle ne s'improvise pas, elle s'organise progressivement, en tenant compte de l'élévation du degré de conscience politique du peuple. La lutte armée se construit pour servir les objectifs de notre peuple. Ce n'est pas l'affaire de quelques militants, quelle que soit leur valeur. Ce doit être progressivement l'affaire du peuple corse tout entier. La lutte armée, c'est aussi et surtout l'action et le soutien politique, matériel et moral, car nous n'avons pas la prétention de battre la France militairement. Seule la participation populaire garantira la réussite de nos actions militaires et de notre lutte.

L'empire Boussac passe aux frères Willot

Un nouveau coup des Dalton

Les quatre-vingts sociétés qui formaient l'empire Boussac ont été attribuées par le tribunal de commerce aux frères Willot. Pendant un an, ils assureront la gestion de Boussac sous contrôle de l'autorité judiciaire. Ce délai leur permettra de faire patienter les créanciers ; en effet, les dettes de Boussac s'élèvent à 800 millions de francs, dont 300 à l'État. L'année écoulée, ils seront propriétaires à part entière de l'affaire Boussac.

Quelque 700 millions de francs leur permettent d'acquérir Boussac : c'est-à-dire le Comptoir de l'Industrie textile de France (CITF) et Dior-couture et des usines, des milliers de logements sociaux et des maisons de cadres, des sièges sociaux et des immeubles, des villas et des châteaux. Une bagatelle ! *« Boussac représente un tout petit chiffre d'affaires, si nos projets aux États-Unis prennent corps, il est certain qu'on fera mieux »* a dit Jean-Pierre Willot.

Le monopole va s'agrandir

Ce petit chiffre d'affaires, dont l'actif est de 900 millions, va s'ajouter aux énormes bénéfices des Willot : 6 milliards de francs. Leurs cent-trente sociétés dont Agache (filature de lin), le crêpe Willot, Saint-frères, « Au bon marché », La belle Jardinière, Conforama, les galeries Anspach, les imperméables Cyclone, confection « Lecouturier », La Toile d'Avion, des centaines de PMI spécialisées dans des articles d'hygiène, de sacherie plastique, de sport avaleront Boussac.

Leur hégémonie sur les matières brutes, puis transformées et ensuite commercialisées, s'accentuera. Leur politique est de tout contrôler de A jusqu'à Z et d'élargir leur gamme de produits (du tissage à la confection en passant par le mobilier)

Les ouvriers prêts à la riposte

Jean-Pierre Willot a déclaré : *« Le sort de nos entreprises est lié au sort de nos ouvriers* (plus de 20 000 — sans compter ceux de Boussac) *et la fermeture d'une usine coûte très cher en indemnités et en frais, nous ne sommes pas les ogres que l'on a bien voulu dire et décrire : je voudrais rassurer nos ouvriers ».* Or, lui et ses petits frères, deux heures à peine après la nouvelle de leur victoire, ont fait savoir que des procédures de suppression d'emplois seraient engagées immédiatement.

Pendant les tractations de Willot et de Boussac pour s'emparer de l'empire Boussac, les syndicats des usines déclaraient : *« Nous n'avons pas à choisir notre nouveau patron. Notre principale préoccupation est d'empêcher le démantèlement et les licenciements ».*

Aussi se préparent-ils à riposter aux prévisions de licenciements. Ils ne se font guère d'illusions sur le fameux plan Vosges.

Le plan Vosges est le cheval de Troie du gouvernement pour gagner la confiance des ouvriers. Le battage publicitaire qu'il a suscité nous a appris qu'il renforcerait les infrastructures, les activités économiques et le développement industriel et créerait quelques 1 400 emplois.

Malgré tous les efforts déployés, le scepticisme règne parmi les ouvriers, ils attendent que les usines promises par le plan Vosges fonctionnent. Or, elles sont loin de tourner.

Ils se fient peu à « Monsieur plan Vosges », alias Michel Villemin, qui s'est particulièrement bien illustré dans l'application du plan sidérurgie en Lorraine !

Et même si ce plan allait offrir quelques emplois, il ne parviendrait pas à résorber les 10 000 demandeurs d'emploi du département des Vosges.

Nathalie VILLOTIER

Quelques exploits des frères Willot

Bernard, Jean-Pierre, Antoine et Régis surnommés les Dalton du textile

1970 : affaire du Bon Marché

Les Willot paient moins les actions des petits fonctionnaires que celles des gros.

1973 : affaire de la Garantie foncière, énorme escroquerie de 5 milliards de francs où trempe Rives-Henri (UDR), condamné à quatre mois de prison avec sursis. 146 inculpations (abus divers, faux) sont dirigées contre les Willot.

1974 : suite de l'affaire Maurice Schumann et Georges Hereil (ex-PDG de Sud-Aviation et Simca), Jean Matteoli (futur président des Charbonnages de France), Ted Lapidus (couturier) viennent témoigner en leur faveur.

Ils envisagent ...

- 704 licenciements
- 504 pré-retraites
- 589 ouvriers reconvertis dans d'autres usines ou filiales Agache-Willot
- 13 licenciements sur 130 à Rambervilliers
- 16 licenciements sur 80 à Saint-Laurent
- 36 licenciements sur 150 à Laedrich
- 30 licenciements sur 400 à Thaon
- 111 licenciements sur 700 à Igney
- 67 licenciements sur 800 à Nomexy
- 99 licenciements 300 à Moyenmoutiers
- 71 licenciements sur 211 à Blainville-sur-L'eau
- 118 licenciements sur 139 à Collot (Épinal)
- 93 licenciements sur 173 services à Épinal
- 42 licenciements sur 376 à Vincey
- 44 licenciements aux usines de l'Est

Le voyage de Houa Kouo-feng en Yougoslavie

Un pays libre et qui veut le rester

« La Yougoslavie doit son existence à la lutte armée » disait Mao Tsé-toung. Et c'est vrai. Pays parmi les plus arriérés d'Europe en 1939, pays dominé par la bourgeoisie grand-serbe jusqu'à l'invasion des troupes allemandes, italiennes et bulgares en avril 1941, la Yougoslavie doit son indépendance à quatre années de luttes acharnées et de sacrifices.

Et quand nous parlons de sacrifices, ce n'est pas peu dire : 1,7 million de Yougoslaves ont été tués (soit une personne sur neuf) dont 305 000 étaient des combattants de l'Armée de libération nationale, dirigée par le Parti communiste.

Une lutte armée caractéristique

A la différence d'autres luttes antifascistes menées par plusieurs peuples d'Europe, la lutte du peuple yougoslave franchit rapidement un saut important : dès 1942, les détachements de partisans s'organisèrent de façon plus structurée, devenant l'Armée de libération nationale et des Détachements des partisans de Yougoslavie, commandée par l'État-major suprême.

Ils étaient 80 000 partisans en 1941, affrontés à un demi-million d'envahisseurs ; ils devinrent une armée de 800 000 hommes à la fin de la guerre, une véritable armée, composée de fortes unités d'artillerie et même d'aviation, ayant libéré à elle seule les deux tiers du territoire.

Ce succès, le peuple yougoslave le doit aux justes orientations fixées par le Parti communiste. Comme ce dernier l'indiquait : *« La lutte de libération nationale de Yougoslavie n'aurait pu être menée avec tant de persévérance et de succès si les masses laborieuses n'y avaient vu, outre la perspective de la victoire sur le fascisme, celle de la victoire sur l'ancien ordre bourgeois abhorré, sur le système de l'exploitation de classe et d'oppression nationale.*

La question nationale yougoslave

Comme les autres pays des Balkans, la Yougoslavie était en butte à de graves problèmes nationaux. Composée de plusieurs peuples et minorités nationales, serbe, croate, macédonien, monténégrin, albanais, slovène, etc., la Yougoslavie fut organisée jusqu'à la Libération en État fortement centralisé, soumis à l'hégémonie grand-serbe où tous les autres peuples et nationalités étaient brutalement opprimés et dressés les uns contre les autres.

Et l'une des originalités de la lutte antifasciste fut d'avoir aussi avancé dans la résolution de cette question très délicate. Guidés par la devise *« Fraternité, unité et égalité »*, les peuples de Yougoslavie s'unirent contre l'occupant sur la base du programme du Conseil antifasciste de libération nationale. Celui-ci indiquait en effet : *« Afin que le principe de souveraineté des peuples de Yougoslavie puisse passer dans la réalité, afin que la Yougoslavie puisse représenter la patrie authentique de tous ses peuples, au lieu de devenir le domaine d'une clique hégémoniste quelconque, elle s'édifie et s'édifiera sur le principe fédératif qui assurera une égalité de droits pleine et entière aux Serbes, aux Croates, aux Slovènes, aux Macédoniens et aux Monténégrins, autrement dit aux peuples de Serbie, de Croatie, de Slovénie, de Macédoine, du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine ».*

Aujourd'hui, la Yougoslavie est un État fédératif composé de six républiques et de deux provinces autonomes auxquelles sont garanties l'égalité des droits. Un exemple concernant l'apprentissage de la langue maternelle : dans le Kossovo, province autonome habitée par 916 000 Albanais, environ 300 000 enfants fréquentent des établissements où les cours sont dispensés en Albanais.



Le président Houa Kouo-feng et le président Tito remontent l'avenue principale de Belgrade le 22 août.

Une politique extérieure positive

L'indépendance, le peuple yougoslave en connaît le prix : les martyrs tombés dans la lutte antifasciste ont donné l'exemple. Trente-trois ans plus tard, la Yougoslavie, pays tant convoité, est toujours libre et souveraine. Le prestige dont elle jouit auprès des peuples du monde, elle le doit justement à sa politique d'indépendance à l'égard des deux superpuis-



sances et à sa politique d'unité avec le tiers monde.

Membre fondateur du Mouvement des non-alignés en 1961, la Yougoslavie a beaucoup contribué à établir les bases du non-alignement, en particulier le rejet de la politique des blocs, du partage du monde en sphères d'influence, de l'impérialisme et de l'hégémonisme.

Cette position, elle l'a réaffirmée fortement à la conférence ministérielle des non-alignés, qui s'est tenue au mois de juillet. Dans son discours d'ouverture, le président Tito a dénoncé les *« pressions »* tendant à briser l'unité du mouvement au profit de l'un des blocs. Il a par ailleurs insisté sur l'unité et la cohésion indispensables au tiers monde.

Il faut souligner qu'en insistant à ce point sur l'unité des non-alignés, la Yougoslavie remettait en fait en cause les positions de Cuba et du Vietnam qui tentaient, eux, de scinder le mouvement en deux : les pro-soviétiques qualifiés pour la circonstance de *« progressistes »* et les autres qualifiés de *« réactionnaires »*.

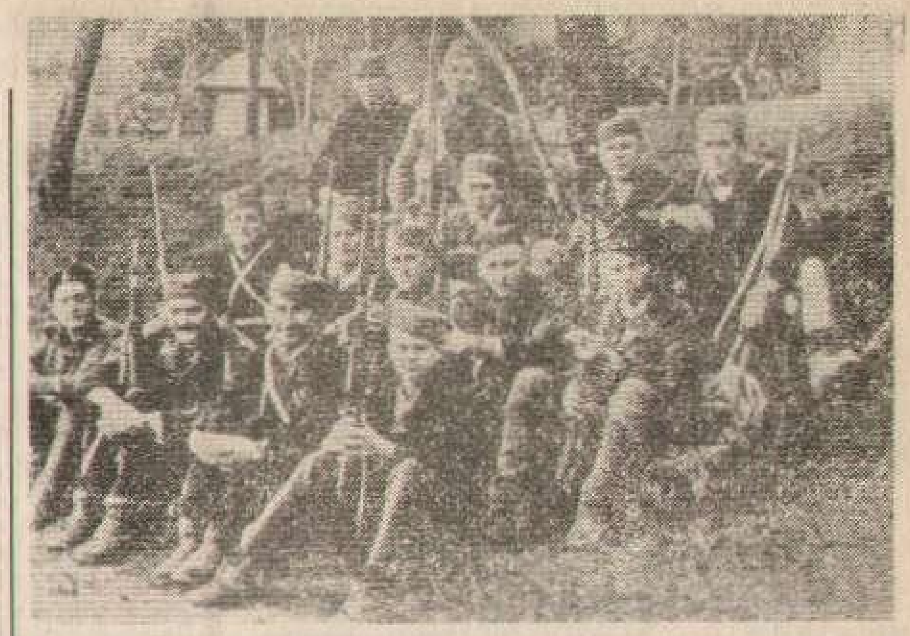
Ce faisant, la Yougoslavie a ainsi tenu à réaffirmer son indépendance face aux deux supergrands et en particulier à l'URSS. Et cela demande un certain courage !

Tenir tête

En effet, pays situé géographiquement dans la zone d'intérêt de l'URSS, pays ayant pour voisins des États inféodés à l'URSS, tels que la Bulgarie ou la Hongrie, la Yougoslavie doit braver de grandes difficultés pour ne pas succomber aux pressions et chantages de son puissant voisin.

La Yougoslavie a, par exemple, toujours refusé de faire partie du Comecon et du Pacte de Varsovie. Elle a aussi toujours refusé d'accorder une base militaire ou des facilités de passage aux troupes russes. Inutile de dire que cela mécontente fort Moscou qui aurait, par ce biais, un accès beaucoup plus direct à la Méditerranée.

« Pressions et chantages » : il ne s'agit pas de simples mots. A de nombreuses reprises, la Yougoslavie a démantelé des réseaux d'espionnage au service de l'URSS. Des agents s'intitulant « partisans du Kominform » essayent de semer la division entre les différents peuples yougoslaves et plusieurs tentatives de complots ont été déjouées. Récemment encore, chacun a pu lire les mises en garde venimeuses de la *Pravda*, qualifiant la politique extérieure de l'État yougoslave de *« myope et dangereuse »*, à l'occasion de l'accueil chaleureux réservé au dirigeant chinois, le président Houa Kouo-feng.



Ils étaient 80 000 partisans en 1941, ils devinrent une armée de 800 000 hommes à la fin de la guerre.

Un peuple prêt à défendre sa liberté

Face à ces pressions, la Yougoslavie ne se contente pas de déclarations d'intention.

L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 a été un avertissement sérieux pour tous les pays qui refusent le diktat de Moscou.

Ayant à l'époque énergiquement condamné l'intervention, l'État yougoslave a appelé le peuple à manifester dans tout le pays contre l'agression ; l'armée était sur le qui-vive ; le peuple est prêt au pire.

Dix ans plus tard, la Yougoslavie qui poursuit contre vents et marées sa politique de non-soumission à l'impérialisme et à l'hégémonisme, est dotée d'une défense militaire reposant sur la mobilisation de tout le peuple. Les forces armées forment un ensemble composé d'une part de l'Armée populaire yougoslave et d'autre part des unités de la défense territoriale. Ces unités sont formées par les communes, les provinces et les républiques et elles sont composées de volontaires. N'importe quel travailleur d'une usine ou institution peut en faire partie. C'est donc tout le peuple qui est prêt à prendre les armes. Enfin, en cas de guerre, les milices se joignent aux unités territoriales.

Pour son équipement, la Yougoslavie compte principalement sur ses propres forces : elle couvre environ 80 % des besoins de ses forces armées.

Une politique de bon voisinage

Tout en se tenant prêt à riposter à toute agression, le peuple yougoslave aspire à la paix. C'est pourquoi la Yougoslavie mène une politique de bon voisinage avec les pays qui l'entourent et encourage le règlement des questions litigieuses par la voie des négociations. Elle-même a donné l'exemple avec le règlement définitif de la vieille question de Trieste, région soulevant des problèmes territoriaux avec l'Italie.

En définitive, la Yougoslavie : un pays libre, un os bien dur à avaler pour d'éventuels candidats à l'agression.

Claude LIRIA

en Roumanie



Roumanie : ce pays balkanique de 21 millions d'habitants n'existe, en tant qu'État, sur la carte de l'Europe que depuis un siècle.

Envahi à plusieurs reprises au fil des siècles, le peuple roumain s'est trouvé arbitrairement réparti sur trois États : la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie.

Le souhait du peuple roumain – et il lutta pendant des siècles pour sa réalisation – était la réunification et l'indépendance.

– 1859 vit la réunion de la Moldavie et de la Valachie. C'est la naissance de la Roumanie.

– 1877 est l'année de l'indépendance sur la domination turque.

– 1918 enfin, voit la réunion de la Transylvanie au pays.

Comme l'indique le 11e congrès du Parti communiste roumain tenu en 1974 : *« L'histoire démontre que la formation de l'État national unitaire roumain n'a pas été le résultat d'un événement de conjoncture, d'entente intervenue à la veille des négociations. Le traité de paix n'a fait que de consacrer une situation de fait créée par la lutte des masses populaires. »*

Dans un pays soumis à la dictature militaire d'Antonesco et dominé par les fascistes allemands, le Parti communiste a réuni, dans un front commun, toutes les forces intéressées au renversement de la dictature et à la libération du pays.

Mettant à profit l'offensive de l'Armée rouge dans tous les Balkans (et donc aussi en Roumanie), le Parti communiste a appelé le peuple à l'insurrection et l'armée a tourné les armes contre l'ennemi. Cet appel s'est concrétisé par l'insurrection nationale armée du 23 août 1944 : 385 000 hommes ont tourné les armes contre les envahisseurs hitlériens. Une ère nouvelle commençait.

Trente-quatre ans plus tard, la Roumanie lutte pour préserver ses acquis. Bien que toujours membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, elle tient à réaffirmer bien haut sa volonté d'indépendance dans ses rapports avec tout État quel qu'il soit, y compris avec l'URSS.

Le 3 août, dans un discours important, Ceaucescu, dirigeant de l'État et du Parti, n'a-t-il pas condamné indirectement les interventions russes et cubaines en Afrique : *« Ces derniers temps en Afrique, s'est créée une situation extrêmement grave (...) Cette situation est de nature à mettre sérieusement en danger l'indépendance des pays de ce continent, leur développement socio-économique, la paix dans cette zone et dans le monde entier.*

La Roumanie s'est prononcée et elle se prononce fermement pour la solution de tous les problèmes africains par les Africains eux-mêmes, à l'exclusion de toute intervention militaire ou d'autre nature, de l'extérieur. »

Cette position n'est d'ailleurs pas nouvelle puisqu'en août 1968, la Roumanie, pourtant membre du Pacte de Varsovie, refusait de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie aux côtés des forces russes, hongroises, polonaises, est-allemandes et bulgares. Le peuple descendait dans la rue pour manifester sa condamnation. Depuis, la Roumanie s'est plusieurs fois prononcée pour la liquidation des blocs militaires opposés, pour la suppression de l'OTAN et du traité de Varsovie. Opposée à la politique des blocs et condamnant *« l'intensification des tendances à la répartition des zones d'influence, au renforcement de la domination dans différentes parties du monde »*, la Roumanie se déclare solidaire des pays non-alignés, sans faire de distinction. Ainsi, Ceaucescu a déclaré : *« Quant à la politique menée par ces pays pour leur développement socio-économique, nous considérons que la tendance de les diviser en pays progressistes et pays non-progressistes (conservateurs) est erronée. »*

La Roumanie a aussi beaucoup fait pour établir des relations de bon voisinage dans les Balkans. C'est ainsi qu'en 1976 s'est tenue à Athènes une réunion des pays balkaniques à laquelle a participé activement la Roumanie.

Comme l'indiquait le président Houa Kouo-feng, lors de son voyage en Roumanie : *« La Roumanie a défendu fermement l'indépendance nationale et la souveraineté d'État, combattu toute forme d'intervention dans les affaires intérieures des autres pays et lutté contre la politique du plus fort, de l'impérialisme et la politique consistant à dicter la loi. »*

Elle a apporté ainsi une contribution positive à la juste cause des peuples des divers pays.

Claude LIRIA

Le président Houa Kouo-feng et le président Ceaucescu sont allés se mêler à la jeunesse roumaine et ont dansé le « Hora », danse roumaine de l'amitié.



• Iran

La révolte d'un peuple

Depuis 10 mois déjà, l'Iran vit en état d'insurrection quasi-permanente. Les sanglants événements de l'été ont marqué un pas de plus dans l'ampleur du front qui se dresse contre la politique anti-populaire du régime que préside le Shah.

A la mi-août, une nouvelle flambée de luttes conduisait à la mise en état de siège de plus de dix villes. Parmi elles, Ispahan, la deuxième ville du pays, cité historique devenue une métropole industrielle de plus d'un million d'habitants, Chiraz où des milliers de manifestants défilaient en réclamant l'annulation des fastueuses festivités prévues pour le festival annuel de la ville.

Loi martiale et état de siège

A cela le gouvernement du Shah opposait une seule réponse, toujours la même : la loi martiale, l'état de siège, le quadrillage des quartiers pauvres par l'armée, le mitraillage des foules rassemblées dans les mosquées. Mais le peuple ripostait. Le lendemain de ces insurrections qui remplissaient de cadavres et de blessés les hôpitaux des principales villes du pays, les grèves se multipliaient, les commerçants des bazars baissaient leurs rideaux, les manifestations de rues se multipliaient, des dizaines de milliers de personnes se regroupaient dans les mosquées pour écouter les appels à l'insurrection diffusés par cassettes enregistrées, émanant des principales forces politiques du pays.

La capitale elle-même, Téhéran, n'était pas épargnée par ce mouvement, et dès la nuit tombée, l'armée prenait possession de ses rues, provisoirement désertées par les manifestants.

Le temps des promesses est révolu

Moins de huit jours avant, le Shah, de son luxueux palais d'été sur les bords de la mer Caspienne, tentait d'apaiser le front dressé contre lui en promettant – pour la dixième fois sans doute – l'organisation *« d'élections totalement libres »* dans le courant de l'année prochaine, et en annonçant la libération de quelques dizaines des 100 000 prisonniers politiques qui pourrissent dans ses geôles.

Mais le temps des promesses est bien passé en Iran où le peuple subit plus qu'il n'en bénéficie, les bouleversements économiques entrepris par le régime du Shah. Pour lui, le « miracle économique iranien » se résume à une inflation galopante (30% au cours de ces trois dernières années, une croissance économique de plus en plus réduite (4% au lieu des 10% annoncés et des 42% de 1974, après le quadruplement du prix du pétrole), la présence pesante de l'impérialisme US et de ses 30 000 « conseillers » et surtout la répression féroce contre tout ce qui bouge et ose élever la voix contre le régime.

La responsabilité de l'attentat du cinéma d'Abadan

Aux dix mois d'émeutes précédents le Shah avait répondu par un méprisant : *« Ce qu'une poignée de gens pauvres et ignorants ont fait à Tabriz n'a pas grande signification ».* Aux nouvelles insurrections il a répondu par les fusils mitrailleurs fauchant les foules réfugiées dans les mosquées et, sans doute bien des faits plaident en faveur de cette terrible accusation – par l'horrible attentat du cinéma d'Abadan, le grand port pétrolier, qui aurait fait plus de 400 victimes innocentes, essentiellement des femmes et des enfants. Mais en cherchant à faire endosser ce crime à l'opposition, qui regroupe un front aussi large que celui qui s'opposait à l'impérialisme britannique à l'époque de la Première Guerre mondiale, la SAVAK, la sinistre police politique du Shah, a peut-être signé l'arrêt de mort d'un régime haï par le peuple et qui ne tient plus que par la force de son appareil répressif.

Annie BRUNEL



A Chiraz, des milliers de manifestants réclamaient l'annulation des fastueuses festivités de la ville : réponse du Shah, loi martiale et quadrillage des quartiers pauvres.



La position stratégique de l'Iran

Le Shah déclarait il y a peu de temps que *« si l'Iran changeait de camp, la face du monde serait changée ».* Cette affirmation n'est pas totalement fausse. L'Iran est en effet un territoire de 32 millions d'habitants, de 1 648 000 kilomètres carrés de superficie. Un pays qui dispose d'une longue frontière commune avec l'URSS, entouré de l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak et la mer Caspienne. Contrôlant le Golfe persique et le Golfe d'Oman, il représente une position clé entre l'Europe et l'Asie, et 13 % des réserves pétrolières du monde.



Depuis 1953, date à laquelle la CIA réussissait un coup d'État renversant le régime du docteur Mossadegh qui avait tenu tête à l'Anglo-Iran Petroleum Company, en nationalisant le pétrole, il s'est nettement situé dans la zone d'influence américaine et dispose d'une armée nombreuse et suréquipée, la plus importante de toute la région.

C'est ce qui explique que l'Iran soit l'enjeu d'une âpre rivalité entre l'URSS et les USA auxquels l'opposent aussi certaines contradictions nées des impératifs de son propre développement, car l'Iran est un pays du tiers monde. La baisse du dollar, par exemple, touche de plein fouet l'Iran dont les revenus pétroliers dépendent du cours du dollar. L'URSS aussi qui prévoit déjà un volume d'affaires de trois milliards de dollars avec l'Iran convoite vivement ses resssources en gaz et en pétrole qu'elle aimerait fort confisquer aux USA et aux pays occidentaux.

La Chine, par contre, a toujours développé, en appliquant là comme partout ailleurs le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, une politique d'amitié envers l'État iranien pour le pousser hors de la zone d'influence de l'une comme de l'autre superpuissance. C'est le sens de la visite du président Houa Kouo-feng à Téhéran que révisionnistes et trotskistes s'évertuent à présenter comme un soutien à la politique réactionnaire du Shah contre son peuple. Un argument qui ne résiste pas à l'examen car si une telle visite revêt une haute importance dans la situation politique de l'Iran sur l'échiquier international, elle n'interfère en rien sur le mouvement insurrectionnel très large qui dresse le peuple opprimé contre le régime du Shah.

La crise du dollar

Déclin de l'impérialisme US

« Le dollar bientôt à 4 F » titrait la presse de l'été. De fait, malgré des redressements conjoncturels, la monnaie américaine, un des instruments de domination de l'impérialisme US sur le monde, ne cesse de s'affaiblir.

Deux causes immédiates sont à la source de cette crise : *l'inflation* qui ne cesse de sévir aux États-Unis et le *déficit croissant* de leur commerce extérieur.

12 % de hausse des prix pour l'année

La légère amélioration enregistrée en juin par la balance des échanges extérieurs américains a en effet été aussitôt annulée par l'indice des prix de détail au cours du même mois qui enregistrent une hausse de plus de 0,9 % (ce qui donne une moyenne de presque plus 12 % pour l'année). Le président de la Banque centrale des USA a dû avouer lui-même que cette hausse continuera, plus forte que prévue, et que le rythme de l'expansion diminuera au cours des douze mois qui viennent.

Pour les capitalistes non-américains, la situation présente de sérieux avantages. La baisse du dollar rend les investissements aux USA relativement plus avantageux car le coût relatif de la main d'œuvre américaine, par rapport aux autres pays, décroît. Signe des temps : bientôt le coût de la main d'œuvre japonaise va finir par dépasser celui de la main d'œuvre américaine !

C'est ce qui explique l'accroissement des investissements étrangers aux USA, en particulier des monopoles européens. Ceux-ci sont passés de 7 milliards de dollars en 1962 à 26,7 en 1975 et 30,2 en 1976. Entre 1971 et 1975, 1 359 filiales US ont été vendues dont un tiers en Europe, dans les secteurs les moins avancés, il est vrai, les monopoles US s'efforçant ainsi de redéployer leurs investissements essentiellement dans les secteurs de pointe.

L'administration américaine, après avoir longtemps pratiqué le « laissez faire », intervenait enfin, le 21 août, en haussant le taux de l'escompte ce qui rend le dollar plus intéressant pour ses détenteurs qui gagneront plus en les investissant aux USA.

Un redressement provisoire

Mais le redressement du dollar qu'entraîne cette mesure ne peut être que très provisoire. Si sa chute n'est pas arrêtée, elle entraînera à coup sûr une nouvelle hausse du prix du pétrole pour les pays de l'OPEP et une baisse des investissements étrangers en bons du Trésor qui contribuent pour une part importante au comblement du déficit budgétaire américain. A cela, il faut ajouter le fait que les revendications salariales des travailleurs américains ne se laisseront pas aisément muselées.

COMMUNIQUE DE LA QUATRIEME SESSION DU COMITE CENTRAL DU PCMLF

Au cours de sa quatrième session (tenue les 26 et 27 août1978), le Comité central du PCMLF a examiné les récents développements de la situation internationale. Dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du social-impérialisme soviétique, il se réjouit des succès récents des peuples du tiers monde qui renforcent leur unité et leur résistance contre l'offensive généralisée de l'impérialisme russe.

Dans cette lutte, la République populaire de Chine constitue le rempart le plus solide aux menées agressives des deux superpuissances et à leurs préparatifs de guerre. La signature du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon est un événement d'une grande signification historique dans le cadre de la construction du front uni mondial contre les deux superpuissances et notamment le social-impérialisme russe.

La visite du président Houa Kouo-feng en Roumanie, en Yougoslavie et en Iran est également d'une grande portée pour la lutte des peuples contre l'hégémonisme soviétique. C'est aussi une victoire de l'application offensive de la thèse des trois mondes.

Le Comité central du PCMLF souligne à nouveau sa réprobation devant les activités agresives extrêmement dangereuses des dirigeants vietnamiens qui mènent une guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique, persécutent et expulsent en grand nombre les ressortissants chinois. L'URSS veut faire du Vietnam le Cuba de l'Asie.

Le Comité central du PCMLF désapprouve formellement les récentes déclarations du Parti du Travail d'Albanie qui a pris la lourde responsabilité de calomnier le Parti communiste chinois, Mao Tsé-toung, Chou En-lai et ses dirigeants actuels. Ses attaques contre un prétendu « hégémonisme chinois » convergent avec celles de l'impérialisme soviétique et portent gravement atteinte à la cause de la révolution mondiale, de la libération des peuples, de l'indépendance des pays et de la paix.

Le correspondant d'Aydylink arrêté à Prague

Le journal du Parti ouvrier et paysan de Turquie, *Aydinlik*, informe que son correspondant de Vienne, envoyé en reportage en Tchécoslovaquie pour enquêter sur la résistance du peuple contre l'envahisseur russe, a été détenu plusieurs jours par la police tchèque.

Faisant fi des droits élémentaires de l'homme, Prague n'hésite pas à jeter en prison même des journalistes qui veulent simplement informer de la répression fasciste qui pèse sur le peuple.

Auparavant, le correspondant d'une chaine de télévision ouest-allemande, le correspondant du journal marxiste-léniniste *Rote Fahne* ainsi que des journalistes norvégiens avaient été expulsé par les autorités tchécoslovaques.

Suite à la véhémente protestation d'*Aydinlik* et à l'appel lancé à toutes les organisations démocratiques, le correspondant du journal a été relâché.

• Kenya

Jomo Kenyatta est mort



Jomo Kenyatta, chef de l'État du Kenya, est mort le 22 aout. Surnommé le *« père de l'indépendance »*, il dirigeait le pays depuis décembre 1963, date de l'indépendance. C'était un nationaliste ardent, défenseur des thèses du non-alignement.

Homme politique, Kenyatta était aussi un défenseur de la culture africaine. Sous la domination anglaise, il étudia l'anthropologie (science de la culture des peuples) comme arme contre l'idéologie colonialiste. Il a publié, entre autres, un livre sur les mœurs et coutumes de son peuple.

Ayant lutté contre la domination anglaise sur le pays, il passa six années en prison avant de devenir le chef du nouvel État indépendant.

Chantiers navals de La Ciotat

«A la rentrée, ça doit changer»

« A la rentrée, cela va changer ». C'est ainsi que s'exprimait un soudeur-charpentier des Chantiers navals de La Ciotat, rencontré cet été. Lui, comme tous les autres avait vécu dans l'attente d'une éventuelle lettre de licenciement. Car pour tous, après l'annonce des 1 347 licenciements, ce ce fut cela : vagues successives de lettres, et aussi horaires réduits, donc salaires diminués. Et à La Ciotat, tout dépend des Chantiers... Alors, des issues, il n'y en a pas trente six. C'est pourquoi, à la rentrée, il faut que ça change.

Sur l'avenir des chantiers, voilà ce que nous en disait Hervé, ce soudeur-charpentier et sa femme Annie :

Hervé : *On ne sait rien, ou si peu, sur les commandes. Par exemple à un moment, nous construisions trois bateaux et un seul a été acheté. Du moins c'est l'information qui était donnée.*

Annie : *Le plus sûr, c'est cette attente. Nous ne savons pas si nous serons reclassés et d'un autre côté, nous n'avons pas envie de l'être. D'un autre côté, on garde espoir. Hervé a ce travail depuis huit ans. C'est son métier. Il l'accomplit tous les jours.*

S'il y a baisse dans la production, les salaires aussi ont dû s'en ressentir...

Hervé : *Oui. Outre que le rythme se relâche à la production, nous ne sommes payés que quarante heures. Avant, nous travaillions à peu près quarante deux heures, mais payées quarante huit heures. Faites le calcul de la baisse de revenu... Nous n'avons pas d'enfants, mais pour ceux qui en ont plusieurs, cela doit être très dur.*

Annie : *D'autant plus que je ne suis pas arrivée à trouver de travail à La Ciotat ou dans les environs. Il n'y a pas de boite. Je me suis adressée partout pour être aide-ménagère, pour garder des enfants, faire le ménage, etc. n'importe quoi, mais rien, toujours rien. Et les loyers ne cessent d'augmenter. Toute la vie augmente...*

Ils ont annoncé 1 300 licenciements. Nous pensons qu'il y en a 1 500. Sur ce nombre, 800 ont été reclassés, soit à Toulon, soit à Dunkerque. Ce sont surtout les immigrés qui ont été licenciés. C'est moche, car ils ont besoin du travail au même titre que chacun d'entre nous. On les a fait partir pour qu'ils aillent en vacances chez eux et qu'ils ne reviennent pas...

La direction s'est arrangée pour que tout le monde parte en vacances sans broncher, mais à la rentrée, cela va changer. Soit il y aura une grève illimitée, soit il faudra une certaine « reprise ».



L'entrée des chantiers à la Ciotat.

Extrait d'un tract distribué par le PCMLF.

Grève illimitée ? Reprise ? Cela dépend de l'unité qui pourra être construite. Car pour la lutte l'unité est nécessaire. C'est ce qu'exprime un tract diffusé fin août aux Chantiers de la Ciotat par le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Ce qu'il faut, c'est :

UNITÉ SYNDICALE : au lieu de querelles entre syndicats qui passent le temps « à se manger le foie », (d'autant que rien n'est parfait comme l'a montré la grève de 1976).

UNITÉ DES « SYNDIQUÉS » ET « NON SYNDIQUÉS » car moins de 1 000 travailleurs sur 6 000 sont syndiqués.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS car tous ont le même patron, donc le même combat à mener.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES et de ceux des CNC. Le passé montre que les travailleurs ont été divisés. Les patrons se servant des uns contre les autres, et vice-versa ! Jamais ou presque de luttes communes.

UNITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DÉJA « LICENCIÉS » : premières victimes, ils ont toute leur place dans la lutte.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS DES CNC et DE LA POPULATION. Si les CNC meurent, toute la ville meurt. Toute la population de La Ciotat est concernée.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS DE LA NAVALE (La Seyne, SPAT, St Nazaire, etc...)

En ce sens, le PCMLF apporte son soutien à toutes les initiatives qui sont et seront prises, par les travailleurs et les habitants de la Ciotat pour : *lutter contre les licenciements et pour la sauvegarde de La Ciotat.*

Tous ceux qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à cette unité prennent leurs responsabilités.

L'esprit de chapelle ou de secte doit être laissé au vestiaire.

Quant à savoir qui soutient *effectivement* la lutte aux CNC, et à La Ciotat, laissons aux travailleurs le soin de juger sur pièce et dans les faits.

Interview de deux délégués CGT aiguilleurs du ciel du radar de Brest-Lopermet

«Le chantage ne nous fera pas céder»

Le métier de contrôleur aérien est mal connu, quel est votre statut exactement ?

Nous sommes des travailleurs de l'aviation civile et nous dépendons du ministère des Transports qui regroupe les Transports maritimes, Terrestres et Aériens. Nous sommes donc des fonctionnaires. Notre patron, c'est l'État et le ministre, c'est Le Theule. Il y a des tentatives pour faire dans les transports le même sale coup qu'ils ont fait à l'ORTF, c'est-à-dire transformer l'aviation civile en régie, dans un souci de rentabilité maximum. En tant que syndicat CGT nous y sommes fermement opposés.

Combien de travailleurs êtes-vous dans l'aviation civile ? Quel est votre travail ?

Sur toute la France, nous sommes 4 000 travailleurs de l'aviation civile, répartis entre les catégories suivantes : contrôleurs, électroniciens, techniciens, personnel administratif, ingénieurs. Sur un centre comme Brest-Lopermet où nous sommes 145, il y a 88 contrôleurs, 6 techniciens, 30 électroniciens, 9 personnels administratifs, 12 ingénieurs.

Le travail des contrôleurs (ceux qu'on appelle « les aiguilleurs du ciel ») consiste à prendre en charge à l'aide de radars tous les mouvements d'avions se situant dans la zone aérienne affectée au centre de contrôle pour éviter tout accident comme une collision par exemple.

Les électroniciens sont chargés du fonctionnement des appareils (radars, ...) utilisés dans le centre.

Les techniciens sont chargés de la planification des plans de vol.

Le personnel administratif, ce sont les employés de bureaux, personnel d'entretien, etc...

Quelles sont vos conditions de travail ?

Un centre de contrôle, c'est comme un hôpital, ça doit fonctionner 24 h sur 24. Il n'y a pas de jours fériés. La période de travail n'est pas basée sur la semaine comme les autres salariés, mais sur un cycle qui est de huit jours pour les contrôleurs, six jours pour les techniciens et électroniciens.

Les heures de nuit ont un coefficient de 1,1, celles du dimanche de 1,3. Ce qui ramène l'horaire hebdomadaire des 41 h 30 de la fonction publique en général à 37 h 30 pour nous.

Question salaires, le ministre a voulu nous discréditer aux yeux du public en disant qu'on avait des paies fabuleuses (il a parlé de 7 000 F, très peu gagnent cela). Le salaire moyen des contrôleurs se situe autour de 4 000 à 5 000 F. Les primes constituent 35 à 40 % de cette somme, ce qui est bien sûr anormal.

Est-ce que la situation est la même dans tous les centres ?

Non, il y a des différences importantes suivant la « famille » à laquelle appartient le centre. La famille 1 comprend les centres de contrôle en route (CCR, d'Athis-Mons, Bordeaux, Aix et Brest) ainsi que les grands aérodromes (Orly, Roissy).

La famille 2, ce sont les terrains d'aviation importants comme Nice, Lyon...

La famille 3, ce sont les petits aérodromes comme Guipavas, près de Brest.

La famille 4, ce sont les touts petits aérodromes comme Lannion.

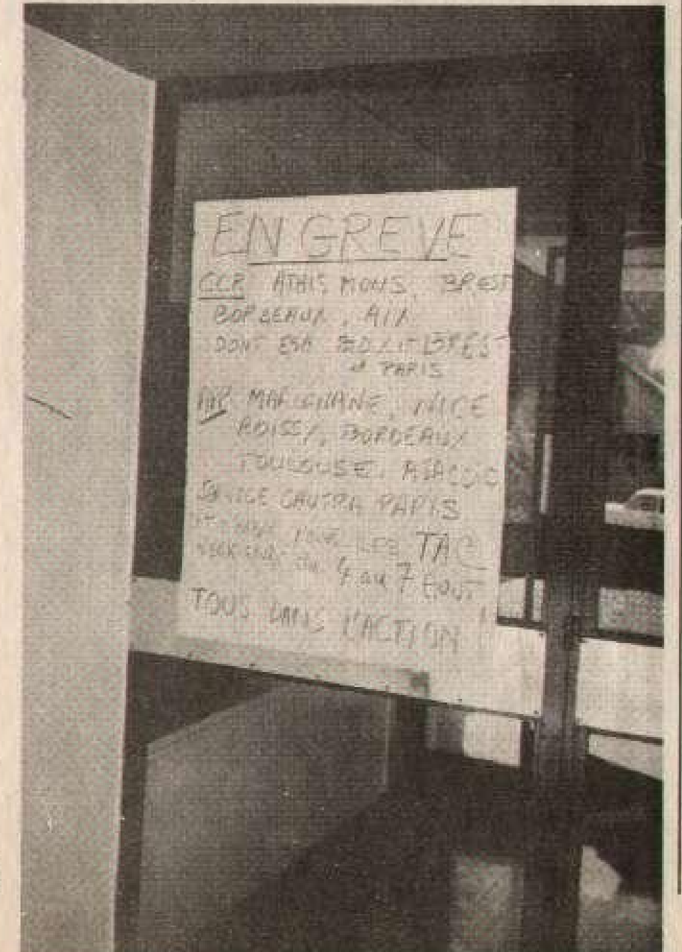
Les conditions de travail (horaires surtout, salaires, promotion) sont pires dans les familles 2, 3, et 4 que dans la 1.

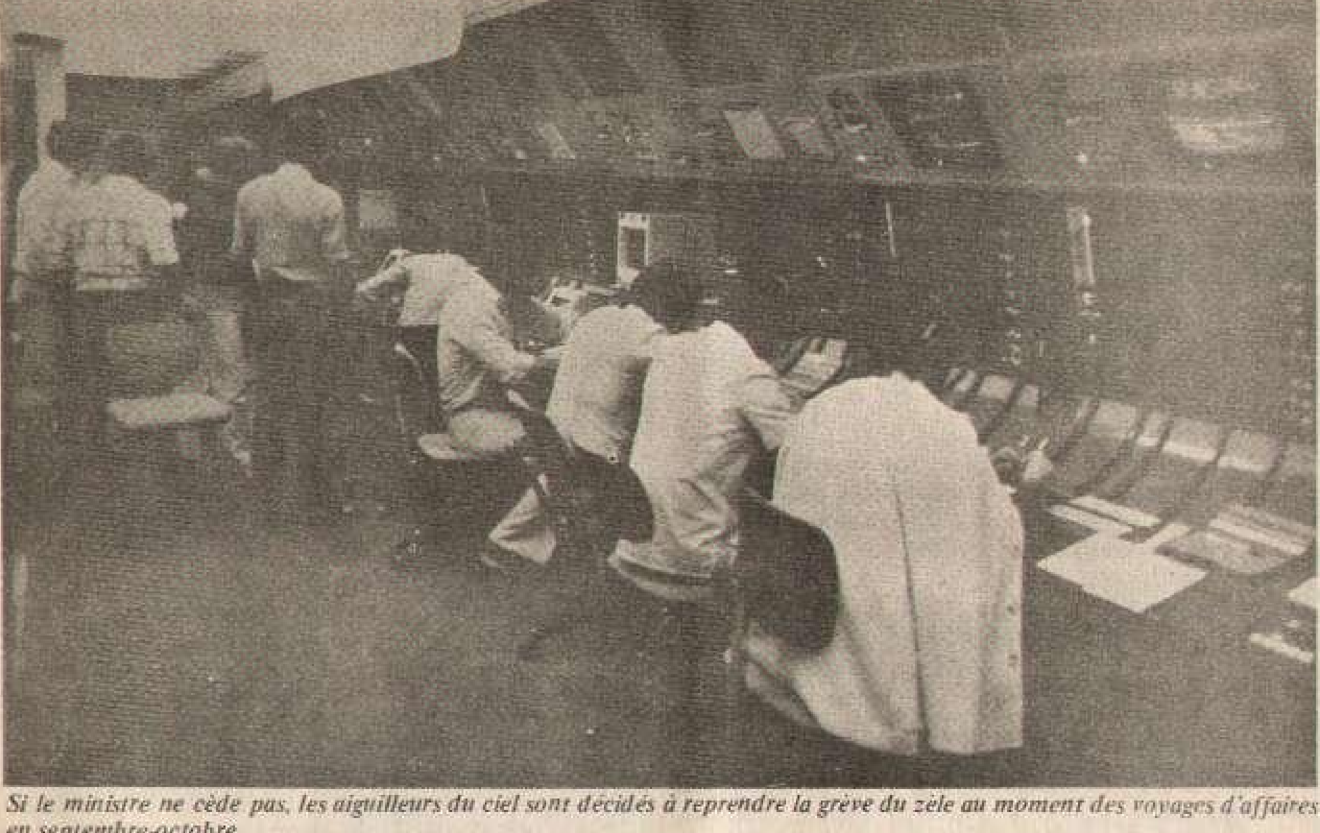
Le ministre a d'ailleurs voulu jouer la division en voulant « privilégier » telle ou telle famille aux négociations. Sa manœuvre a échoué.

Quelle est la zone de contrôle du centre de Brest ?

Il faut situer d'abord l'importance du trafic aérien au-dessus de la France. De par sa position géographique, la France est un nœud très important dans le trafic entre toute l'Europe et les USA, entre l'Europe du Nord, l'Europe du Sud et l'Afrique.

Les aiguilleurs du ciel ont cessé leur grève le lundi 4 septembre. Le ministre du Transport, Le Theule, ne veut ouvrir le débat que sur des sujets mineurs.





Si le ministre ne cède pas, les aiguilleurs du ciel sont décidés à reprendre la grève du zèle au moment des voyages d'affaires en septembre-octobre.

Au centre de Brest nous contrôlons 400 mouvements d'avions par jour en moyenne. Les points de croisement des routes aériennes sont Nantes, Quimper, Dinard. A Nantes, onze routes se croisent. Ce n'est pas un hasard si c'est là qu'a eu lieu la collision en 1973 quand les militaires avaient pris le contrôle à la place des civils.

La zone que nous contrôlons part de Cherbourg et va jusqu'à 150 km de Biarritz en passant par Le Mans, Angers, Nantes. La limite ouest est à 150 km au large de Brest.

Les revendications

– Nous demandons la revalorisation des primes, leur indexation sur le coût de la vie (les primes n'ont pas été revalorisées depuis 1970 et représentent 35 % du salaire.

– Nous demandons l'embauche de personnel (le trafic aérien augmente, les effectifs diminuent).

– Nous exigeons le droit de grève, supprimé depuis 1974. Nous faisons de cette revendication une question de principe.

A l'entrée du centre de Brest-Lopermet, il y a un poste militaire. Qu'est-ce que les militaires ont à voir avec l'aviation civile ?

Les avions militaires disposent pour circuler d'une part démesurée, par rapport à leur nombre, de l'espace aérien.

Ils ont donc des contrôleurs militaires qui sont présents dans les mêmes centres que nous. En fait, de plus en plus, c'est la militarisation des centres de contrôle. L'objectif du gouvernement est sans nul doute de pouvoir prendre en main en cas de besoin (troubles dans le pays, ...) le trafic aérien qui a une grande importance.

Pour le moment, dans le cas de notre grève du zèle, il n'en est pas question, le souvenir de la catastrophe de 1973 est trop vivace encore. D'ailleurs, les pilotes refuseraient de voler.

La présence des militaires est mal acceptée par les civils : contrôles stricts pour les visites, mesures exceptionnelles quand il y a eu un attentat en Corse récemment, barbelés...

De quelle manière est menée la grève ? Par qui êtes-vous soutenus ?

Tout d'abord, il faut préciser que la grève ne concerne pas que les contrôleurs. Elle est menée par l'ensemble du personnel technique de l'aviation civile sur des revendications communes aux différentes catégories.

La méthode de lutte employée est la grève du zèle de la part des électroniciens et contrôleurs (ils refusent de contrôler un nombre d'avions supérieur à un nombre fixé). La grève totale de la part des techniciens, à des moments choisis comme le dernier week-end de juillet, le weekend du 15 août. Cette forme de lutte efficace exige l'unité des grévistes, la coordination au niveau national.

La grève est menée dans l'unité par les syndicats CGT (1 500 syndiqués sur 4 000), CFDT, SNCTA (syndicat autonome, dissident de la CFTC, influent à Bordeaux) ; des assemblées générales ont lieu avant toute action, toute négociation, et sont bien suivies par les grévistes.

Nous avons le soutien des syndicats des pilotes de ligne ainsi que de nos collègues anglais.

Notre grève attaque le portefeuille des compagnies aériennes, aussi sommes-nous l'objet d'attaques, d'insultes de toute part, notamment bien sûr du ministre Le Theule, qui nous menace de sanctions collectives. Ce chantage ne nous fera pas céder, nous sommes prêts, à tous moments, à reprendre la grève du zèle pour la satisfaction de nos revendications.

Echos dans la CFDT, après l'accord dans la métallurgie

Accueil très réservé

Quarante et un accords ont été signés depuis fin juin entre patronat et responsables syndicaux. Pour que Ceyrac, le « patron des patrons » se félicite publiquement de ces signatures, c'est bien qu'elles ne devaient réserver rien de bon pour les ouvriers.

Dans la métallurgie, c'est le 19 juillet que l'accord a été signé par toutes les organisations syndicales. Le lundi 17, l'Union parisienne des Syndicats de la Métallurgie (UPSM) — CFDT de Paris a convoqué une assemblée consultative de militants dont il nous est parvenu quelques échos... et qui donne une idée de la façon dont il est accueilli par les travailleurs.



Lors de l'assemblée consultative de l'Union parisienne des syndicats de la Métallurgie (UPSM-CFDT de Paris), c'est le rapport négociation-action qui a été le débat principal.

Sur une soixantaine de sections présentes, il y a eu deux votes pour, quarante contre et dix abstentions. Cela n'a pas empêché le conseil fédéral de donner sa signature.

Lors de cette assemblée, les déclarations de dirigeants syndicaux à la presse, sans contrôle ni discussion du contenu à la base ont été vivement critiquées, tout comme le manque de démocratie syndicale. En effet, les militants n'ont presque pas eu de temps pour étudier le texte de l'accord, qui de plus tombe au mois de juin, quand les sections syndicales du fait des congés commencent à tourner au ralenti.

Le contenu de l'accord ne correspond pas du tout non plus aux préoccupations des travailleurs dans les boites. Par exemple, dans les entreprises qui ont des succursales en province, les ouvriers luttent pour la parité des salaires avec Paris et l'accord va à l'encontre de cette revendication.

Mais il y a plus grave, c'est qu'en fait il y a recul sur des acquis précédents tels la mensualisation et le SMIG.

Dans les petites entreprises

Un des arguments avancés par les directions syndicales pour le défendre, est qu'il falait penser aux petites boites nombreuses dans la métallurgie, où la CFDT n'est pas implantée, où le taux de syndicalisation est faible. Mais alors, plutôt que de signer de telles choses, ne vaut-il pas mieux essayer d'y organiser les travailleurs ?

Dans ces petites entreprises, le problème n'est même pas de signer des accords, il est d'abord de commencer par faire appliquer ceux qui existent déjà, ainsi que les lois du travail que les petits patrons parviennent à bafouer par tous les moyens à cause de l'absence d'organisation des travailleurs sur place.

Un militant d'une petite boite a fait remarquer que le texte laissait de côté totalement les problèmes de sa boite qui sont les contrats de moins de six mois et des licenciements prévus.

La partie belle aux patrons

D'ailleurs les exclus de l'accord (intérim, boites en régie, contrat de moins de six mois) sont une forme de main d'œuvre à laquelle le patronat a de plus en plus recours, y compris maintenant dans les grandes entreprises ! Un tel accord excluant tous ces travailleurs laisse la partie belle a aux patrons !

Mais c'est surtout le rapport négociation/action qui a été le débat principal.

Avec la grève de Renault et des arsenaux, le patronat n'est pas très rassuré, et c'est certainement ça qui l'a poussé à trouver rapidement un accord dans la métallurgie, quitte à repousser la négociation sur les quarante heures à plus tard. D'abord rappelons que lors de cette lutte, la préoccupation de Chérèque (secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie CFDT) n'était pas de savoir comment faire céder la Régie et le gouvernement mais de savoir comment on aurait pu éviter d'arriver *« à cette panne complète de la production »*. Ce même Chérèque déplorait aussi que *« d'un type de conflit catégoriel parfaitement négociable, pourvu qu'on veuille se donner les moyens appropriés d'une négociation, on débouche par la force des choses – et non par la volonté des travailleurs ou de leurs organisations syndicales – à un conflit qui tend à devenir global, insaisissable, disproportionné par rapport à l'élément du départ »*. Ce même secrétaire général déplorait aussi que la direction de la Régie se refuse à *« dialoguer et négocier »* à tous les niveaux.

Le piège patronal

Avec cet accord, on retrouve cette même ligne syndicale. Les dirigeants CFDT ont dit en effet : *« le positif, c'était qu'ils prévoyaient un calendrier de négociations. »* Mais, comme l'a souligné un militant : *« Signer un accord au moment même où il y a répression chez Renault, c'est honteux ! »* A cela s'ajoute le fait que subordonner l'action comme le veulent les directions syndicales, au calendrier des négociations, c'est tomber dans le piège patronal.

René BRÉAN

Contre le Chômage

NOTRE POLITIQUE

Un million six cent mille chômeurs et des centaines de milliers de plus dans les mois qui viennent, avec tous les licenciements en cours, avec les 700 000 jeunes qu'on attend sur le « marché du travail » : l'emploi est plus que jamais l'un des grands problèmes de cette rentrée, pour tous les travailleurs. Quelle famille aujourd'hui n'est pas touchée par le chômage et quel poids cela pèse-t-il sur des budgets que vient encore frapper la hausse toujours aussi forte des prix ?

Or, à ce sujet, plus question de tunnel dont on verrait le bout. Ce langage n'est plus de mise. De Barre à Boulin (ministre de l'Emploi et de la Participation), les choses sont claires : cela va durer, chacun doit se préparer à avoir dans sa vie *« quelques périodes d'inactivité »* ; *« tous les pays riches et développés en sont là... »*

Le capitalisme n'est décidément pas le système de l'avenir s'il doit sa santé au chômage, à la misère de millions et de millions d'hommes !

Et c'est bien de cela qu'il s'agit : de pair avec la courbe ascendante du chômage et au même rythme, montent les profits des grands trusts ! Les résultats sont bons cette année ! Et même sans connaître les chiffres, les mines réjouies du président et de ses ministres, de Giscard à Boulin, de Barre à Ceyrac, seraient là pour nous en convaincre. Les affaires vont bien pour les monopoles et ces messieurs à leur service sont contents !

Certes, on ne peut pas se fier qu'à la mine. Les frères Willot, froids commes des coffres forts, offrent un autre visage de la même chose : *« requins de la finance »*, ils sont la loi du profit en marche, profit qu'ils augmenteront avec les bras des travailleurs de chez Boussac, ce canard boiteux qu'ils viennent d'avaler ! Ces bras : pas tous, car les Willot dans leur calcul ont trouvé qu'il y en avait trop.

Dans cette situation, que nous disent ceux qui hier nous promettaient d'en sortir avec un gouvernement d'Union de la gauche ? Ils nous disent que, les gouvernants d'aujourd'hui *« bradent l'économie française ... »*

Les Giscard, les Willot, des bradeurs ? Allons donc ! Certes avec eux, ce qui est trop faible face à la concurrence, les *« canards boiteux »* les branches pas assez solides, ils suppriment ! Mais ce sont les plus gros, les plus forts qui reprennent ; les milliards, c'est pour les plus gros, les plus forts : pour les monopoles ! C'est que l'économie française, c'est une économie capitaliste et le capitalisme en est depuis longtemps au stade monopoliste : Lénine l'a expliqué au début de ce siècle ! Toutes les crises qui secouent le capitalisme, les monopoles en profitent pour mieux s'installer, étendre leur emprise et leurs tentacules dans tous domaines et par-dessus les frontières ! L'économie capitaliste, c'est ça.

Alors, allons-nous défendre *« notre »* économie contre celle d'Allemagne, des États-Unis ou d'Espagne ? Allons-nous défendre *« nos »* monopoles contre les autres, Renault qui exploite des milliers de travailleurs en France comme aux quatre coins du monde, contre Chrysler ?

Certes il y a plusieurs manières de distribuer les milliards et si les monopoles sont toujours d'accord contre les travailleurs, pour la répartition des profits, des fonds de l'État capitaliste, c'est autre chose. C'est bien pourquoi il y a plusieurs politiques, plusieurs partis pour les monopoles !

Mais est-ce là notre affaire ? Non bien sûr !

Notre politique à nous, contre les monopoles de 1936 ou ceux de 1968, dans la navale ou l'automobile, la chimie ou l'agro-alimentaire, la sidérurgie, le textile ou la banque, c'est la lutte dans l'unité, l'unité pour la lutte contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail, une unité, une lutte à la dimension des coups qu'on nous porte, pas pour ressouder les morceaux de la défunte Union de la gauche, mais pour gagner, pour obliger *« nos »* monopoles à satisfaire nos revendications !

Voilà notre politique ! Elle n'est pas neuve : les générations d'avant l'ont déjà connue et c'est la seule qui ait permis quelques succès. Ne nous en laissons pas détourner.

Jacques DUROC

Fête antiexpulsion à Pezé le Robert (72)

La solidarité ouvrière et paysanne

A la campagne aussi, le capitalisme veut priver les travailleurs de leur gagne-pain. A Montbizot dans la Sarthe, un capitaliste de la terre, un cumulard, Besnier, exploite déjà quatre-vingt dix hectares veut faire partir son fermier, Jean Saintot, à qui il a loué dix hectares et qui doit faire vivre sa famille avec le revenu de dix huit hectares.

Jean Saintot lutte depuis 1974. Evidemment la justice des bourgeois du côté de son propriétaire lui a dit aussi de partir. En 1976, un comité de défense animé par la section Paysans-Travailleurs de la Sarthe et ouvert à *« quiconque était décidé à s'opposer à l'expulsion du fermier »* s'est constitué. Composé de paysans, et surtout d'ouvriers, employés et enseignants il a fait un travail de popularisation important puisque dimanche 3 septembre, 2 000 personnes sont venues à la fête anti-expulsion organisée à Pézé-le-Robert (72) pour le soutenir. Pourtant la mobilisation n'est pas facile à faire. Il faut combattre l'influence néfaste des dirigeants de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats exploitants agricoles) structurée par départements et communes, qui trahissent les luttes. La dispersion des fermes ne favorise pas non plus des discussions. Au sein du comité de soutien, il faut s'opposer au point de vue faux consistant à vouloir s'en remettre aux notables, démarche qui ne donne rien, mais qui empêche l'établissement du rapport de force pour s'opposer à l'expulsion.

Cette journée qui se déroulait sur un champ moissonné était bien organisée : parking pour les voitures et œil vigilant des petits paysans pour empêcher que les flics (présents bien sûr !) ne notent les plaques minéralogiques, garderies, boissons et nourritures variées, changeant des traditionnels sandwiches. La troupe de Derval, les Jacquou, des chanteurs et des airs du folklore sarthois ont donné à cette journée un caractère de fête.

La présence des comités de Malabri, Gricourt, Pellerin qui avait lutté pour des affaires semblables a montré que chez les fermiers existe la même préoccupation que chez les ouvriers : celle de coordonner les luttes et de nouveaux fermiers menacés d'expulsions se sont faits connaître.

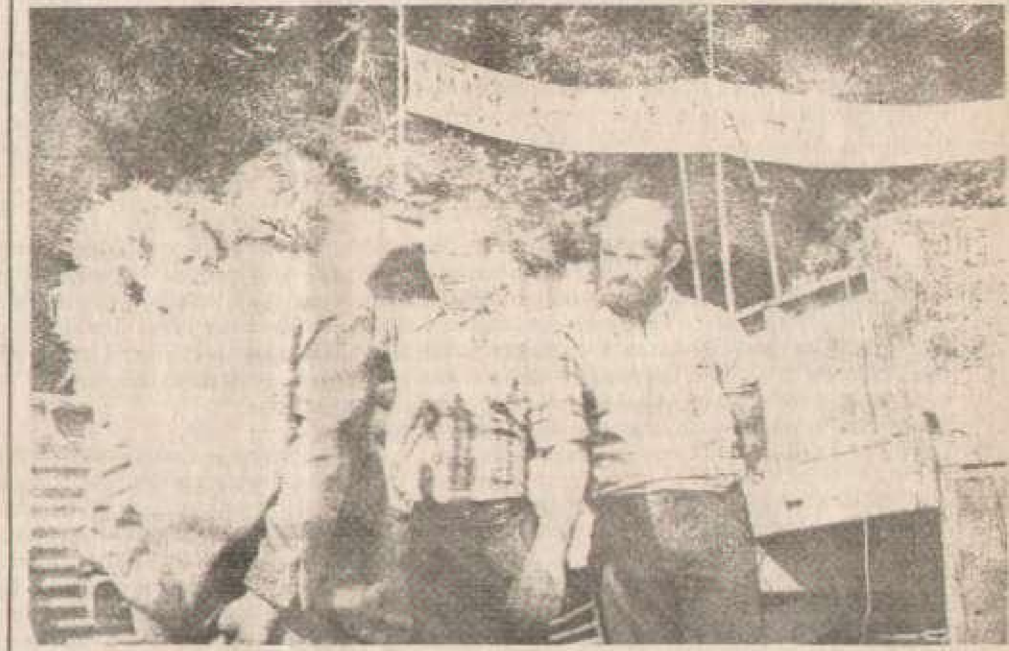
Des petits paysans qui luttent contre la déviation de la RN 24. Rennes Lorient étaient aussi présents. Mr Cadiot, éleveur à Pannecé (44), a annoncé son intention de commencer une grève de la faim pour obtenir du Crédit agricole un prêt qui lui est refusé à cause de son militantisme syndical.

Mais la journée n'était pas exclusivement *« paysanne »*. Un stand sur l'écologie, un autre de militants de la confédération nationale du logement qui luttent eux aussi contre des expulsions le montraient.

D'ailleurs la lutte est soutenue par des ouvriers comme le prouve le communiqué de la section CFDT de Pelletey, de la section CFDT-CGT de Besse-sur-Braye qui a fait dans son usine une réunion de syndiqués pour parler de l'affaire Saintot, ou l'intervention au micro de la déléguée CFDT de l'usine d'aliments Capaco, qui a raconté une lutte récente de la boîte, ou encore la représentation de la Fédération générale de l'agriculture CFDT affirmant son opposition à toute expulsion de travailleurs.

La journée anti-expulsions, une fête qui renforce la lutte des fermiers.

René BREAN



A la fête anti-expulsion, Jean Saintot (au centre) explique la lutte.

Le contrat de fermage

Voici quelques grandes lignes du contrat de fermage : c'est un bail d'une durée de 9 ans en général, renouvelable sous certaines conditions.

Le propriétaire loue au fermier la terre et éventuellement les bâtiments d'exploitation. Le fermier doit payer chaque année une certaine somme d'argent au propriétaire.

Sonacotra

Extension de la grève dans l'est

Suite à la dernière augmentation de 6 % des loyers dans les foyers Sonacotra, de nombreux et nouveaux foyers sont entrés en grève rejoignant les 110 foyers en grève dans toute la France. Dans l'Est de la France, le mouvement dans les foyers s'est particulièrement élargi cet été.

Début juillet, neuf délégués des foyers de Metz et Woippy recevaient une assignation à comparaitre devant le tribunal de grande instance pour non-paiement de loyers.

A partir de ce moment, il ne restait plus qu'une semaine pour envisager une riposte. Les résidents des trois foyers de Metz et Woippy décident, en assemblée générale, une manifestation. Plusieurs délégués passent leurs soirées dans les foyers de Florange et Thionville afin d'expliquer aux nouveaux venus dans la lutte ce que sont les mesures Stoléru, à quoi elles servent et aussi afin de mobiliser le plus de résidents possible pour la manifestation prévue le samedi 8 juillet 1978.

Répondant à l'appel du Comité de coordination, c'est sous un ciel maussade que le samedi 8 juillet à 16 h s'élançait le cortège comprenant plus de 400 personnes, formé à 90 % de travailleurs immigrés. Le cortège a parcouru les rues de Metz pendant une heure et demie.

Pour assurer le bon déroulement de la manifestation, un service d'ordre important, entièrement constitué de résidents, fut mis en place. Service d'ordre qui fut très remarqué par le journaliste de la presse local (*Républicain lorrain*) qui, dans son article, souligna que le désir des résidents n'était pas de foutre la merde et de tout casser, mais uniquement de manifester leur désapprobation et leur détermination à combattre les mesures racistes de Stoléru et de la Sonacotra.

Le 11 juillet, ce sont entre 300 et 400 résidents qui se rassemblent devant le palais de justice.

Dans l'ordre et le calme, tous pénètrent dans la salle d'audience. Fidèle à la position nationale adoptée par la Sonacotra, l'avocat de la société reprit l'argumentation raciste assimilant les résidents se battant pour leurs justes revendications à des semeurs de pagaille et des gauchistes. Essayant de faire couler à l'assistance des larmes de crocodiles, l'avocat s'apitoya sur le sort de la Sonacotra en soi-disant déficit, vantant les mérites et le luxe des foyers Sonacotra. Se donnant un délai de réflexion, le juge reporta au 25 juillet le terme du jugement.

Dans le souci constant de renforcer la lutte, les comités de résidents des foyers expliquent la lutte dans plusieurs foyers de la Moselle, aidés par les comités de soutien.

En une dizaine de jours, les foyers d'Homécourt, Moyeuvre, Grande, Vitry-sur-Orne, Marspich, Uckange sont visités par les grévistes. A chaque foyer, le même scénario : les jeux s'arrêtent, la télé est éteinte, on écoute les explications des délégués en grève.

La simple réunion devient une assemblée générale où l'on élit les délégués après avoir voté la grève.

Le 25 juillet au matin, le jugement est connu : les neuf délégués assignés devant le tribunal devront payer les arriérés de loyer avant le 15 août sous pei-

(Suite au verso)

Les jugements prévus

	Décision	Renvoi
Montreuil		20/09
Pierrefitte et Saint-Denis		13/10
Saint-Maur	25/09	
Chelles, Torcy et Noisiel	25/09	
Sannois et Argenteuil	27/09	
Ermont		22/09
Ivry	06/10	
Villejuif		26/09
Nanterre (Maisons)		26/09
Sainte-Geneviève		02/10
Gambetta		03/10
Chilly	02/10	
Strasbourg	Incompétence	
Metz	Condamnation 15/08	
Elancourt	01/08	
Pontoise	30/08	
Nanterre		25/09
Bagnolet		14/09
Champigny-Plessis		05/10
Massy	08/09	
Dunkerque		20/09

L'attitude de la CGT et de l'Amicale des Algériens en Lorraine

Après la manifestation du Premier Mai, la CGT s'est vantée d'avoir donné la parole aux travailleurs immigrés. Dans les faits, elle y a été contrainte et forcée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le Premier Mai, deux cent cinquante résidents environ ont défilé ; derrière les banderoles syndicales et politiques, il n'y avait pas deux cents personnes.

Pour tenter de récupérer la lutte, la CGT est intervenue dans les foyers en vantant les mérites de l'aide transitoire au logement négociée par eux avec Stoléru sur le dos des résidents. Il suffit de connaître sur ce point la position du Comité de coordination.

Quant à l'Amicale, surpassant en trahison la CGT, elle est intervenue plus particulièrement sur le foyer de Florange. Dans un premier temps, en offrant une place de permanent régional au délégué le plus combatif. Dans un deuxième temps, la première offre s'étant révélée infructueuse, elle propose à chaque délégué 15 000 francs, à condition bien évidemment que la lutte s'arrête.

ne d'être expulsés du foyer. Cela n'entame pas la combativité des résidents. Dans l'après-midi, douze bus convergent vers Metz, venant des neuf foyers en grève dans la région. Un cortège de sept cents personnes s'ébranle, se dirigeant vers le siège social de la Sonacotra. A noter la présence d'une quinzaine de militants d'une section syndicale CFDT de la Sotracomet qui, il y a un an et demi, était en lutte contre les licenciements, concrétisant ainsi les mots d'ordre de solidarité.

Début août, la Coordination nationale vient à Metz avec deux objectifs :

– Renforcer la lutte dans les foyers déjà en grève ;
– Étendre la lutte.

Extension qui sera concrétisée par l'entrée en grève de trois foyers Sonacotra de Nancy et un foyer de Longwy et une visite dans le foyer AMLI (Association mosellane de logement des immigrés) d'Ébange et dans le foyer Sonacotra de Forbach.

La comptabilisation la plus évocatrice de l'amplification du mouvement passe par le comptage des bus : le 1er Mai 1978, deux bus, le 8 juillet, cinq bus, le 25 juillet, 25 bus.

Le 12 août, ce sont une quinzaine de bus qui arrivent à Metz pour une très grande manifestation qui regroupait plus d'un millier de travailleurs, défilant dans les rues de Metz sous la protection d'un service d'ordre de 150 travailleurs français et immigrés.

Le lendemain, avait lieu au foyer de Florange une journée « portes ouvertes » pour montrer la réalité des conditions de vie des travailleurs dans les foyers.

En un mois et demi, les comités de résidents et les comités de soutien ont prouvé que tout était possible à condition d'avoir de la volonté et de se donner les moyens.

Correspondant HR Metz

• Nantes

Non à l'expulsion

Depuis un an, Mme C..., seule avec 9 enfants, habitant dans la ZUP de Bellevue, dans la banlieue nantaise, était menacée d'expulsion pour *« troubles de jouissance »*. En effet, quelques voisins avaient signé une pétition et fait une grève des loyers pour que soit expulsée cette famille. En fait, il semblerait que la SCIC (société propriétaire du logement) ait profité de contradictions entre les habitants (problèmes quasiment inévitables quand des familles de dix personnes doivent vivre dans des logements minuscules, mal insonorisés...) pour pousser les voisins à se plaindre. Un jugement d'expulsion était rendu le 15 décembre 1977.

Plusieurs démarches, notamment de la municipalité (Union de la gauche), ont permis de repousser l'expulsion jusqu'en mars 1978. La présence d'une délégation du PCF (avec Loïc Le Gac, conseiller municipal) repoussait encore l'expulsion.

Début juillet, lorsque Mme C. retournait les voir à la mairie après avoir reçu un nouvel avis d'expulsion, le ton avait changé : tout ce qui était possible avait été fait, elle n'avait plus qu'à se trouver un autre logement ; le préfet avait donné l'ordre aux forces de police de procéder à l'expulsion, on ne pouvait plus rien ! Et puis, peut-être que les prochaines élections étaient trop lointaines...

Le comité de soutien

Mme C. a raconté tout cela à des voisins. Mi-juillet, un comité de soutien se constituait, comprenant des membres de la CSCV, de la CSF, de la FNMIP, des habitants du quartier et des amis de la famille en vue de s'opposer à l'expulsion jusqu'à ce qu'un logement correct soit attribué à Mme C.

Celle-ci désirait quitter cet immeuble où les relations avec certains voisins étaient devenues difficiles, mais les HLM lui refusaient un logement depuis un an.

Les actions entreprises

Il fallait pour cela mobiliser le plus de monde possible pour s'opposer à l'expulsion et obtenir un nouveau délai permettant d'avoir un autre logement.

Dans ce but, plusieurs actions ont été entreprises par le comité :

– Des délégations envoyées à la préfecture, à la SCIC, aux HLM ;
– De nombreux communiqués parus dans les journaux locaux, à la radio, à la télé ;
– Des affichettes collées dans les immeubles de la ZUP ;
– Contre-pétition organisée dans la rue (elle a été signée par la majorité des habitants présents) ;
– Par l'intermédiaire d'un avocat, une procédure en référé est engagée le jour prévu pour l'expulsion.

Tout cela permet d'obtenir un délai supplémentaire d'un mois ; mais il fallait qu'avant cette date, une solution satisfaisante soit trouvée. Les délégations ne donnant aucun résultat, le comité décide d'intervenir massivement à l'OPHLM le lundi 1er août. Après plus de six heures d'occupation des bureaux par une trentaine de personnes, il obtient une réunion extraordinaire de la commission d'attribution des logements pour le vendredi suivant. Ce jour-là, ce sont plus de soixante personnes qui assistent à cette réunion à l'issue de laquelle un appartement type 6 a été attribué à Mme C., dans le même quartier. D'autre part, la municipalité s'engage à reloger la famille dans une maison d'ici un an et demi.

Maintenant je serai là

Dans le comité se sont trouvés au coude à coude, tout au long de la lutte, des militants du PS et de l'*Humanité rouge*. Ils auront sans doute l'occasion de se retrouver dans d'autres actions et de continuer les discussions entamées.

Quant à Mme C., elle est encore toute étonnée de la solidarité et de la mobilisation faite autour de ce problème. « *Je ne pensais pas que cela pouvait exister, c'est la première fois que cela m'arrive. Maintenant, quand il se passera quelque chose, je serai là, et pas seulement pour les expulsions.* ».

Pour fêter cette victoire, le comité de soutien et la famille organisent une soirée-brochettes le 9 septembre.

Correspondant HR
en accord avec Mme C.

Jean-Paul Ier remplace Paul VI

La même idéologie



Le nouveau pape Jean-Paul Ier, le jour de son élection.

Le conclave vient d'élire pape le cardinal Albino Luciani, patriarche de Venise, présenté aujourd'hui comme un centriste. Or, une semaine plus tôt, son nom était avancé comme candidat de compromis des conservateurs. De son côté, le courant dit progressiste dans l'Église paraît assez satisfait. Si tout le monde est content, c'est que tout simplement le problème ne se pose pas dans ces termes.

Le christianisme représente une arme idéologique de choix pour la bourgeoisie : il prêche le respect des hiérarchies « voulues par Dieu », il promeut la pauvreté au rang de valeur, il centre chaque individu sur lui-même à la recherche de sa perfection personnelle et, surtout, il exerce son influence de façon massive auprès des enfants, leur inoculant cette idéologie culpabilisante qui vise à en faire des êtres soumis et dociles et qui laisse des traces même chez ceux qui, plus tard, rompent avec la foi chrétienne.

Maintenir l'influence de l'Église dans les pays développés d'Occident

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Église catholique est en perte de vitesse dans les pays occidentaux. Le développement des idées marxistes dans la jeunesse a porté des coups sévères à l'idéologie religieuse et les réformes introduites par le Concile sous l'impulsion de Jean XXIII et de Paul VI n'ont pas suffi à redresser la situation. Rendre à l'Église sa crédibilité auprès des masses des pays développés sera l'une des principales tâches du nouveau pape.

Le renforcement de l'unité entre les différentes églises chrétiennes constitue une des meilleurs contributions à la restauration de l'image de marque de l'Église catholique. La division des chrétiens entre catholiques, orthodoxes et protestants correspond à des rivalités de nature économique et politique aujourd'hui dépassées. Ce dont le capitalisme a maintenant besoin, c'est d'une certaine unité idéologique, il peut s'accommoder de la pluralité des églises, à condition que l'accent soit mis de plus en plus sur ce qui les unit.

Il importe en effet de donner de la religion l'image de quelque chose qui unit les hommes au-delà des frontières et surtout au-delà des classes, et à cet égard, les affrontements d'autrefois entre églises rivales seraient du plus mauvais effet. Mais point n'est besoin d'un pape « progressiste » pour bien assumer cette tâche, un conservateur intelligent peut parfaitement faire l'affaire.

Étendre l'influence de l'Église dans le tiers monde

Parallèlement à son recul en Occident, l'église catholique progresse rapidement dans le tiers monde. En vingt-cinq ans, par exemple, le nombre de catholiques en Afrique est passé de douze à cinquante millions. En 1950, les deux tiers des catholiques vivaient dans les pays développés d'Occident. Cette proportion sera inversée avant la fin du siècle.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer l'importance qu'attache la bourgeoisie au développement de l'idéologie religieuse comme support de sa domination impérialiste. L'idéologie chrétienne en effet est celle susceptible de donner les meilleurs résultats pour contrer l'idéologie révolutionnaire.

La bourgeoisie a donc besoin d'une Église catholique attentive à donner d'elle-même une image d'institution ouverte aux problèmes du sous-développement et soutenant des initiatives humanitaires en faveur des populations les plus déshéritées. Pour être crédible, il faut en outre qu'elle cesse de faire figure d'organisation dominée par les pays riches et apparaisse au contraire comme une communauté où les plus pauvres participent effectivement au pouvoir.

Jean-Paul Ier : la participation au service du conservatisme

Pour répondre à toutes ces exigences, une Église catholique marchant du même pas sous la férule vigilante d'un guide pur et dur dans le style des papes d'autrefois ne convient plus. Il est indispensable que l'Église sache s'adapter aux différentes situations locales, quitte à tolérer dans son sein d'importantes contradictions. Pour cela, il faut un pape qui renonce à jouer les monarques absolus et qui associe davantage l'ensemble des évêques du monde au gouvernement de l'Église.

Albino Luciani était bien le genre d'homme qui convenait : n'appartenant ni à la Curie, cette bureaucratie de l'Église, ni à la diplomatie vaticane, peu au courant des affaires, il va devoir consulter les intéressés avant toute décision importante. Son expérience passée comme curé de village, vicaire général d'un diocèse et enfin évêque pendant dix ans, en a fait un homme sensible aux problèmes rencontrés quotidiennement à la base de l'Égli-

→

Informations générales

Sécurité Sociale

A nouveau le déficit

Les élections passées voilà que ressurgit au premier plan le déficit de la Sécurité Sociale. Celui-ci s'élèverait à 6 milliards de francs pour 1978. Les raisons données officiellement pour expliquer ce déficit sont de plusieurs ordres : le nombre des retraités s'accroit plus vite que le nombre de ceux qui cotisent. D'autre part, les Français se soignent « *trop* » et les dépenses en médicaments et en consultations médicales augmentent trop rapidement au gré du pouvoir. Comme toujours les travailleurs sont, d'après le gouvernement, les responsables du déficit. La rengaine est connue. Aussi faut-il s'attendre d'ici quelques mois à une augmentation des cotisations.

Blocages des salaires, augmentation des prix, atteinte au droit à la santé, les travailleurs payent pour accroitre les profits des monopoles.



D'après le gouvernement, les Français se soignent « trop » !

Quand les prix sont libres

La libération des prix, après avoir commencé à faire sentir ses effets sur le pouvoir d'achat des travailleurs, commence aussi à s'inscrire dans l'indice des prix. En juillet, l'indice révèle une augmentation des prix de 1,2 %. C'est là la plus forte hausse enregistrée depuis quinze mois en période d'inflation galopante. A l'origine de cette hausse, il y a principalement la hausse des tarifs publics provoquée par le gouvernement après les élections, la hausse des produits pétroliers et celle des loyers.

On sait qu'à son arrivée au gouvernement, Barre était parti en guerre contre l'indice trop élevé. Sous prétexte de lutte contre l'inflation, il avait bloqué les salaires. Aujourd'hui, ce blocage est maintenu mais par contre les prix sont libérés.

Le pouvoir étant débarrassé de l'hypothèque des élections peut désormais pratiquer une politique ouvertement inflationniste favorable aux profits. Les indices des prochains mois devraient dépasser, comme celui de juillet, 1 %.

Depuis 1970, le taux de l'indice a doublé. Durant cette période, les prix ont donc doublé.

Londres

Respirer du plutonium

Trois blanchisseuses du centre d'Aldermaston ont été contaminées. Les appareils de détection ont trouvé de la poussière de plutonium dans leurs poumons. Neufs techniciens présentaient aussi des traces de poussière de plutonium.

Le gouvernement a été obligé de fermer cette usine qui fabrique des bombes et recycle celles qui sont en service : production des têtes nucléaires des fusées M Polaris et des bombes H qui équipent les bombardiers Tornado.

Ce même type d'accident peut très bien survenir à La Hague (France) qui retraite le combustible nucléaire.

URSS

Le 14e congrès de génétique contesté

2 100 participants étaient attendus au congrès des généticiens, pour aborder divers problèmes de génétique (dépistage des maladies humaines, amélioration des plantes). En fait, seulement 1 000 participants étaient présents et venus exclusivement des pays de l'Est.

La plupart des généticiens américains n'étaient pas venus, pour s'opposer à la répression dirigée contre les contestataires soviétiques.

A l'initiative de la délégation française, plusieurs textes ont circulé :

– Un texte élaboré au récent congrès international de physiologie de Paris qui demande la libération du biologiste soviétique, Serge Kovaliev, condamné à 7 ans de camp de travail à régime sévère.

– Une deuxième motion demandait au gouvernement soviétique « *la libération de citoyens soviétiques emprisonnés ou enfermés dans des asiles psychiatriques pour délit d'opinion* ».

– Une pétition appelant au boycottage du congrès pendant la séance solennelle.

(Suite de la page 25)

se. Les cardinaux, surtout ceux du tiers monde qui souhaitaient une libéralisation leur laissant une plus grande marge d'initiatives, ont certainement apprécié ces qualités.

Il n'en demeure pas moins que sur le plan de la doctrine, Jean-Paul 1er appartient au clan des conservateurs et que les plus réactionnaires des cardinaux ont soutenu sa candidature : pour conserver, il faut savoir s'adapter.

Henri BERTHAULT

Regarde maman... Le beau cartable bleu

La rentrée scolaire avec Noël, sont les temps forts des magasins pour attirer la clientèle enfantine.

Ils possèdent tout un système de « trucs » publicitaires pour rendre leurs produits encore plus alléchants.

Le magasin où je me suis rendue avait déplacé son rayon scolaire au rez-de-chaussée, où on est bien obligé de passer !

La confusion

Dans un dédale de 30 présentoirs serrés les uns contre les autres, l'abondance des fournitures scolaires touche à son comble ; j'ai pu dénombrer 25 sortes de cartables, des agendas et autres répertoires de tout format, de toutes couleurs.

Multitude aussi de copies, grand format, petit format, grands carreaux, petits carreaux, perforées, non perforées, doubles, simples. Apparemment, ce vaste choix est agréable, mais perdue dans ce monceau de papier, il vous arrive bien souvent de partir avec un sachet de copies perforées, alors que vous désiriez un paquet petit format. La différence, quelque 5 francs !

QUELQUES PRIX

157, 90 F pour un cahier de textes, un paquet de copies, un cahier de 193 pages, une trousse en skai, 21 feutres, un cartable pour un enfant de 6 ans, un classeur, une pointute, 7 chemises en cartons, 12 étiquettes. Et nous sommes loin du compte de ce qu'il faut !

Le « marrant » et la couleur sont exploités pleinement.

« Maman, c'est marrant », « tu as déjà un cartable, toi ». Oui, mais celui-là il est bleu avec un chat aux yeux lumineux.

« *Nous avons reçu des ordres stricts de la direction, nous avons classé les cartables par couleur. Ainsi les enfatns se ruent sur les couleurs les plus éclatantes, la qualité et la contenance des cartables passent au 2e plan* » m'a confié une vendeuse.

La dissimulation est le maitre-mot des étals

La boite de peinture à tubes est là, haute en couleurs, à portée de la main, 21 F, mais celle plus modeste à billes est perchée sur le dernier présentoir, 9 F.

Le rayon des gadgets trônent de leurs feux éclatants, agrafes, épingles, trombones, taille-crayons locomotives, plumiers à bouliers, comme les petits bonbons pleins de colorants dans les boulangeries.

En quittant les fournitures scolaires, il n'y a qu'un chemins, celui des vêtements pour enfants. Après avoir passé en revue tous les pantalons et tous les manteaux, vous découvrez que le plus petit « jean » pour un gamin de cinq ans coûte 48 F et que le manteau le moins cher va vous revenir à 250 F.

« Viens voir, me disent deux vendeuses avec lesquelles j'ai fait connaissance, tu arrives au rayon, et la première chose que tu remarques, ce sont ces blouses. Elles sont de marque, celles qui sont moins chères sont au fond du magasin. Regarde ces tabliers, Celui-ci a un petit collier en plus et celui-là une montre : les gamines veulent le tablier avec le collier et les gamins celui avec la montre.

« Le grand patron, Renan, nous a informé qu'il allait lancer une grande campagne de moins 20 % sur les articles au temps fort de la rentrée. Alors, en ce moment un article qu'on pourrait vendre 75 F, on l'étiquette 80 F, dans 15 jours c'est le rabais de 20 %, l'article vaudra 75 F !

Tu vois, c'est du bluff, mais quand il y a un rabais, les gens viennent. »

Les conditions de travail des vendeuses

L'exploitation des clients va de pair avec celle des vendeuses. Elles sont payées 88 F par jour, pour un boulot harassant. « *Quand tu t'asseois, tu as des reflexions des chefs* ».

Les administrateurs font tout pour entretenir l'esprit maison et pour créer la division entre les vendeuses et les démonstratrices qui sont employées pour les grands boums.

Les vendeuses bénéficient de la guelte, c'est-à-dire un pourcentage sur les ventes, elles ont demandé à ce que la guelte soit répartie équitablement entre elles, les administrateurs ont refusé. Elles perçoivent donc une guelte individuelle, plus elles font de ventes, plus leurs pourcentages sont importants, c'est pourquoi elles se piquent les clients. Tu t'étonnes plus quand tu vois une fille partir en larmes dans les vestiaires.

Nathalie Villotiers.

Vive la rentrée !

Casser les prix, c'est notre métier.

A l'heure de la rentrée, les dépliants publicitaires pleuvent dans les boites aux lettres vantant les prix « incomparables » des fournitures scolaires...

Au Centre Beaubourg : Paris-Berlin 1900-1933

L'art contradictoire d'une période de bouleversements

Peintures, gravures, affiches, photos, objets industriels... c'est un panorama du mouvement culturel du premiers tiers du siècle en Allemagne ; une accumulation extrêmement riche dont la confusion reflète d'entrée les bouleversements, les courants contradictoires, la tension extraordinaire qui marquent cette période.

Années charnières qui voient la Première Guerre mondiale, la victoire de la révolution bolchévique et l'échec des spartakistes en Allemagne, la recherche d'un nouvel ordre politique avec la République de Weimar, immédiatement marquée par les crises politiques, économiques, les tentatives de putsch, les émeutes et la répression.

L'Allemagne doit payer la dette de réparation de guerre aux *« vainqueurs »* qui exigent 132 milliards et occupent la Ruhr en 1923. C'est le début d'une inflation *« galopante »* qui ébranle toute la société en touchant en particulier la petite bourgeoisie, ce qui contribue à la pousser vers les nazis. Après quelques années de stabilité où l'économie fait des progrès prodigieux, le chômage dépasse cependant deux millions en 1926. Après le krach de Wall Street en 1929, l'agitation nazie ne cesse de croître et le parti nazi recrute par dizaines de milliers. En janvier 1933, le gouvernement d'Hitler prête serment, il représente le droite *« classique »*, c'est-à-dire le grand capital.

L'art reflet de la réalité sociale

L'art reflète la réalité sociale, c'est aussi un instrument pour agir sur elle, c'est particulièrement évident ici. Cela est vrai aussi bien pour la bourgeoisie que pour le peuple. Dès le début du siècle, la question de la guerre et celle de la révolution sont à l'ordre du jour. Personne ne peut y rester indifférent, l'heure n'est plus aux sentiments délicats de la peinture décorative et de chevalet. C'est une course de vitesse engagée pour agir sur l'opinion. Les courants et les écoles se multiplient et se redivisent à l'extrême.

Le renouvellement des formes, des techniques, de l'expression, s'impose. En tous cas, beaucoup d'artistes s'y consacrent et souvent s'y perdent, c'est-à-dire sombrent dans le formalisme. Cependant, il y a véritablement recherche et invention et cela concerne aussi l'art révolutionnaire.

L'après-guerre est la grande époque de l'agitation-propagande communiste

L'époque est marquée par un développement sans précédent de l'édition, des journaux illustrés, des arts de masse. Les artistes travaillent tous, ouvertement ou non, pour la propagande et la publicité. Ils font des gravures, des affiches, des illustrations, des photomontages, c'est-à-dire des images largement diffusées. L'après-guerre est la grande époque de l'agitation propagande communiste. Beaucoup d'artistes s'en rapprochent et s'y consacrent. Cela va de pair avec un renouveau du réalisme, en rupture avec les contenus mystiques et métaphysiques qui dominaient avant 1914. Mais c'est souvent un naturalisme *« fanatique »*, caricatural dont la portée critique est limitée.



« Plus jamais la guerre » affiche de Käthe Kollwitz, 1924. Cette grande artiste est restée indéféctiblement liée au mouvement communiste: En 1922, elle écrit : «Beaucoup ressentent à présent le besoin de vouloir agir et d'aider, mais mon itinéraire à moi est clair et évident, tandis que d'autres vont par d'obscurs chemins... »

Une riche documentation

Parallèlement, les grandes firmes capitalistes embauchent des artistes qui vont revoir profondément les formes des produits aussi bien que celles des usines et des cités ouvrières.

C'est l'essor de l'esthétique industrielle et de l'architecture fonctionnelle qui reflètent à la fois la relative prospérité capitaliste, les progrès techniques qui l'accompagnent et les conceptions bourgeoises. Il y a en fait un lien contradictoire mais direct entre les beaux objets lisses et fonctionnels, l'ordre des cités industrielles du trust AEG et les enfants qui crient la faim et les ouvrières qui pleurent leur mari des affiches de Käthe Kollwitz : c'est celui de l'exploitation, celui d'une lutte acharnée pour s'emparer de l'opinion des masses.

Autre signe de la compétition autour des formes nouvelles, la propagande des nazis, qui se déguisent en parti ouvrier, copie celle des communistes. Cela nous invite à étudier les caractéristiques de la période, à réfléchir sur les événements qui voient l'échec d'un parti communiste apparemment fort et la montée victorieuse du fascisme.

Cette exposition n'est pas facile à visiter. Si elle manifeste le souci d'une documentation riche et scientifiquement ordonnée, elle manque de points de repères didactiques. Il faut la voir en s'efforçant de garder un point de vue dialectique, non schématique, avec un minimum de connaissances sur l'histoire de cette époque.

Alexis VERT

«L'ordre et la sécurité du monde»

ou la guerre des monopoles

La rentrée est l'occasion de la projection de nouveaux films. Plusieurs d'entre eux présentent un intérêt indéniable. Citons *Le retour* et *Les guerriers de l'enfer*, au contenu pacifiste, qui décrivent les répercusions de la guerre d'Indochine sur les soldats américains qui en reviennent détraqués. Citons encore *Dossier 51* et *L'ordre et la sécurité du monde* qui dénoncent les méthodes et les buts de puissants du monde.

Nous avons vu *L'ordre et la sécurité du monde*

De quel ordre et de quelle sécurité s'agit-il ? Le générique l'indique de façon symbolique. Alors qu'il se déroule sous nos yeux, six noms restent fixes tout au long de son déroulement : Nathan Bank, Lang's Bank, United Bank, IG Bancaire, Deutsch Kredit Bank, Toshibu Bank. Ces noms désignent les monopoles et les multinationales, évidemment fictifs, mais qu'il serait facile de remplacer par des noms tout à fait réels.

En toile de fond la lutte pour les marchés

Les firmes dont il est question dans le film sont deux monopoles de l'industrie nucléaire : la Transamerican Industry, américaine comme son nom l'indique, et la Hanover Energie, européenne. Elles se disputent le marché que constitue un pays africain : la République Ouest-africaine où la firme américaine est fortement implantée. Cependant le gouvernement de ce pays décide la nationalisation des possessions de celle-ci. La firme américaine monte alors un coup d'État qui échoue. Les mercenaires qui y ont trempé réussissent à passer la frontière mais auparavant massacrent la population de toute une ville.

Telle est la toile de fond du film qui est un réquisitoire sans ambiguité contre l'impérialisme et qui affiche des sympathies à l'égard du tiers monde.

Ils ne reculent devant aucun crime

Le scénario met en scène un épisode particulier de la lutte que se livrent les deux requins du nucléaire. La firme européenne a réussi à constituer un dossier sur le coup d'État raté et les massacres qui l'ont suivi. Elle décide d'utiliser ce dossier extrêmement compromettant pour la firme rivale, comme moyen de chantage, afin de conquérir tout ou partie du marché. Pour cela elle fait appel à un journaliste à qui le dossier est remis pour qu'il soit publié. L'action se déroule donc, non pas sur le lieu où se joue le drame principal : l'Afrique, mais entre Paris et Zürich en Suisse et vice versa, trajet qu'accomplit le journaliste, instrument de ce chantage. Cet épisode, somme toute mineur, de la rivalité des deux firmes constitue le centre de l'action. Il donne cependant un aperçu des méthodes des géants de l'impérialisme qui ne reculent devant aucun crime pour conserver leur ordre et assurer la sécurité de leurs profits.

Ce film politique est construit sur une intrigue proche de celle d'un film policier. Il en utilise les ressorts traditionnels : suspense, poursuites, dénouement inattendu et dramatique... Il en a également l'atmosphère nocturne de certains d'entre eux. Au passage nous entrons dans les somptueux bureaux des maîtres des multinationales et nous pouvons nous faire une idée du train de vie qui est le leur. Ajoutons que les images sont très réussies.

Un film intéressant, à voir.

Henri MAZEREAU.



Le film utilise les ressorts traditionnels du cinéma policier.

A la télévision

Les vendredis 8, 15 et 22 septembre sur FR3 à 21 h 30, trois émissions extraites du film de Joris Ivens et Marceline Loridan.

COMMENT YUKONG DEPLAÇA LES MONTAGNES

60 millions de degrés atteints

Vers la fusion de l'atome

Un nouveau record a été récemment battu par des chercheurs américains. Avec 60 millions de degrés vient d'être produite la plus forte chaleur jamais enregistrée en laboratoire. L'intérêt réside en ce que la réalisation de cette température représente un pas important vers ce qui pourrait être une des sources principales d'énergie du XXIe siècle : l'énergie thermonucléaire domestiquée.

L'énergie thermonucléaire, que l'on appelle également énergie de fusion, existe déjà : c'est la bombe H, à hydrogène, dans laquelle on libère cette énergie, mais sans la contrôler.

Contrairement à la fission des réacteurs actuels qui consiste à couper en deux un atome d'uranium ou de plutonium, la fusion consiste en la réunion de noyaux d'atomes légers comme le tritium ou le dentérium. Intérêt : ce dernier se trouve en quantité quasi illimitée dans l'eau de mer.

Pour que cette réaction s'amorce, cependant, et que soit ainsi fabriqué un « mini-soleil » domestique, il est nécessaire d'exposer une forte concentration d'atomes de denterium à une température énorme, de l'ordre de 100 millions de degrés, et ceci pendant un temps suffisamment long.

Le problème de la concentration des atomes n'est pas résolu

On n'en est pas là pour l'instant et si le chiffre impressionnant de 60 millions de degrés a été atteint, il n'a pu être maintenu que pendant 1/10e de seconde. Le problème de la concentration des atomes n'est pas non plus résolu. Certains scientifiques s'effraient d'ailleurs devant la somme de problèmes apparemment insolubles auxquels se heurte ce projet. Quels matériaux pourront résister à de telles températures ?

Comment pourra-t-on contrôler l'énergie ainsi libérée ?

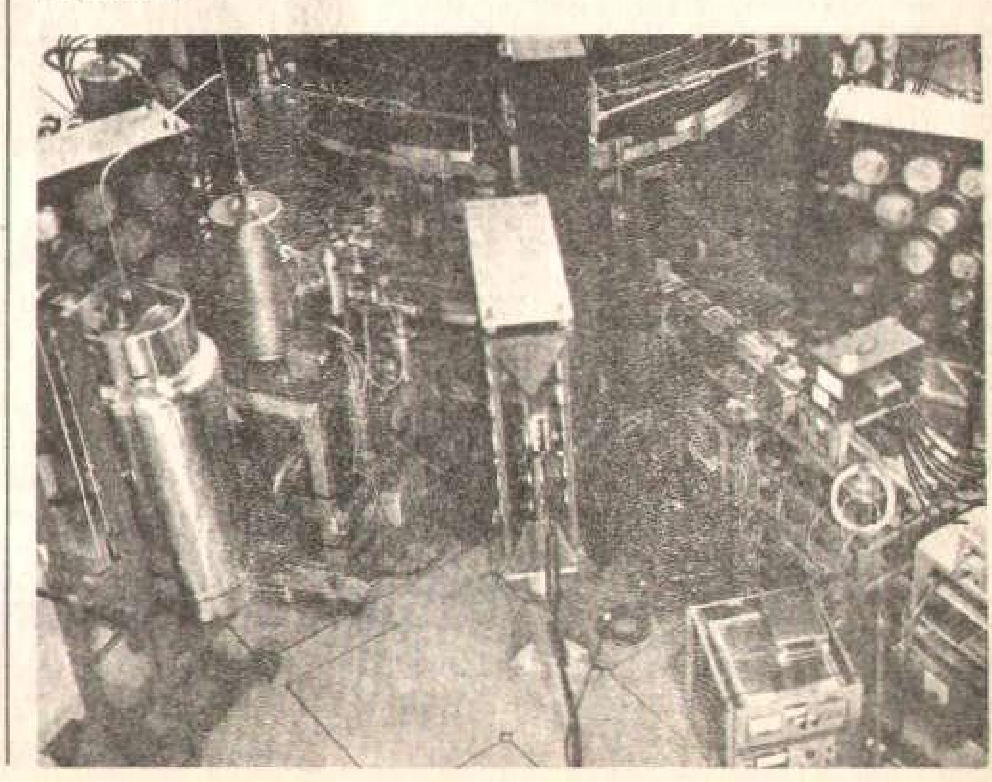
Autant de questions aujourd'hui sans réponse. Au niveau de la sécurité et de la pollution, il semble toutefois que les difficultés ne seront pas supérieures aux problèmes actuels. Il n'y aura, de plus, pas de création de déchets radioactifs.

L'existence de ces difficultés, aujourd'hui insurmontables, ne doit pourtant pas faire oublier que, dans sa progression de la domination de la nature, l'homme ne cesse jamais d'avancer. L'épuisement des ressources nucléaires classiques, même avec l'utilisation des surgénérateurs, rend inévitable la mise en œuvre, d'ici 30 ou 40 ans, de nouvelles sources d'énergie : énergie solaire et énergie thermonucléaire. Des programmes d'étude de très grande envergure sont d'ailleurs actuellement sur pied dans différents pays. Les USA, l'URSS et le Japon consacrent chacun 2,5 milliards de francs nouveaux par an à ces recherches.

En Europe, on travaille actuellement à un projet expérimental commun déjà bien avancé. Il s'agit de la construction d'un grand Tokamak qui devrait permettre d'obtenir des températures de l'ordre de 100 millions de degrés et de permettre une réaction thermonucléaire auto-entretenue. Ce serait là un pas décisif dans la connaissance des énergies possibles pour demain.

Serge FOREST

C'est dans ce type d'appareil, appelé Tokamak, que sont obtenues les températures énormes permettant la fusion. Il s'agit d'un anneau dont les parois sont constituées de champs magnétiques (aucun autre matériau ne résisterait) et à l'intérieur duquel est injecté un courant pouvant atteindre plusieurs millions d'ampères à travers du dentérium.





Courrier des lecteurs

Suite de la page 2

Pour les différentes catégories de capitalistes la construction européenne signifie ou bien de prodigieux marches en vue, ou bien au contraire l'arrivée de concurrents plus forts.

Mais autant dire que ce n'est pas là notre souci. Nous ne sommes pas là pour aménager le capitalisme. Le problème de l'emploi par exemple n'est pas celui de la défense de « *nos* » capitalistes contre la concurrence internationale ! De même qu'hier nous ne saluions pas l'Europe comme un instrument d'expansion économique nous ne la regardons pas en elle-même comme un instrument de crise.

Oui la construction européenne s'accompagne de restructurations et donc de licenciements mais n'est-ce pas là la loi du développement du capitalisme avec ou sans union européenne ?

Les capitalistes utilisent la construction européenne pour justifier leur draconienne politique d'assainissement. Mais ils utilisent aussi la concurrence internationale : regardez pour ces licenciements prévus par les Willot dans le groupe Boussac... c'est à cause de la concurrence internationale ! Est-ce qu'il viendrait pourtant à l'idée de quelqu'un de proposer l'établissement de barrières douanières pour protéger « *notre* » industrie comme dit Marchais face aux capitalistes étrangers ?

Ce serait une mystification, ce serait masquer aux travailleurs leur véritable ennemi.

De même en ce qui concerne la monopolisation. Avez-vous vu quelque part Lénine proposer aux ouvriers d'entrer en lutte contre la monopolisation de l'économie. Et pourtant monopole égale concentration égale licenciements. Nous, en tant que communistes, nous n'avons pas de politique économique dans le cadre du système capitaliste. Nous essayons d'en bien comprendre les lois et nous nous plaçons du point de vue que la loi fondamentale de ce système c'est la recherche du profit maximum il est impossible d'aller à l'encontre de cette loi. Faut il faire croire aux ouvriers que c'est possible, qu'on peut retarder le développement du capitalisme, sa monopolisation croissante ? Non. Par contre il faut soutenir et organiser la lutte contre *tout* licenciement, contre la baisse des salaires, l'augmentation des cadences... Dans ces luttes les travailleurs élèvent leur conscience sur la nécessité de renverser définitivement les exploiteurs.

Voilà pourquoi nous sommes pour l'Union européenne la plus large contre les deux superpuissances et nous sommes contre toutes les mesures et toute la politique des monopolistes à l'encontre des prolétaires et des peuples d'Europe.

Nous sommes donc pour l'élargissement de l'Europe à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce. En même temps nous sommes contre l'écrasement et la liquidation des petits viticulteurs : nous sommes pour le soutien et l'organisation de leur lutte.

C'est pourquoi d'une façon générale nous disons :

Oui à l'Union européenne !

Non au chômage, non aux licenciements, non à la répression !

Henri JOUR

Guinguoin, «Le préfet du maquis»

4 ans de résistance en Limousin



18 juin 1940, à Moulins-sur-Allier, un soldat blessé quitte volontairement l'hôpital pour éviter d'être fait prisonnier. Ce soldat, Guingouin, sera bientôt connu dans tout le Limousin. Les difficultés à se procurer le livre *« La Résistance en Limousin »*, paru il y a quelques années, montrent bien l'intérêt que continue à susciter l'action qu'a su mener ce communiste pour animer et développer la résistance dans cette région.

Dans la grande confusion qui suivit la débâcle de 1940, le souvenir d'une révolte de paysans limousins (bien sûr passée sous silence par les manuels scolaires) qui s'étaient soulevés contre le coup d'État de Napoléon III, en 1851, lui enseignera la voie à suivre. Reprendre le flambeau de ces travailleurs de la terre qui s'étaient battus pour la liberté, se battre contre l'occupant nazi et pour une France où règnerait plus de justice sociale sera l'idéal qui animera cet ancien instituteur.

Une armée de 20 000 hommes

De lui-même, sans attendre de directives, il se mettra à la tâche pour reconstruire cette puissante toile qui aboutira progressivement à la mise sur pied d'une véritable armée de 20 000 hommes, à la libération de Limoges et de sa région.

Fournir des explications à ses camarades déboussolés par toute cette cascade d'événements qui venaient de se produire sera son premier travail.

Déjà, il faut à Guingouin pas mal d'audace et d'imagination pour se procurer l'encre des ronéos, le papier, trouver les planques, déjouer les pièges des collabos qui commencent à le moucharder. Bientôt les premiers tracts qui ranimeront l'espoir feront leur apparition... et mettront en fureur les serviteurs de Vichy.

Ayant été contraints de prendre le maquis, Guingouin se trouvera aussi dans une drôle de situation : flics et mouchards veulent le capturer mort ou vif et en même temps les autorités supérieures du parti le mettent à l'index car elles ne semblent pas partager ses conceptions de la lutte.

Rien pour Hitler

Mais les tracts ne suffisent plus, l'occupation nazie pour les travailleurs de la terre, cela signifie une exploitation accrue, un travail encore plus harassant, à cause des réquisitions de fourrage et de grain. *« Rien pour Hitler »* disaient les tracts. Le dynamitage des botteleuses du ravitaillement général, puis des batteuses rendront service aux paysans en empêchant que leur travail ne serve l'ennemi. Aussi la sympathie du peuple à l'égard du maquis ira croissant, malgré les prises et les déportations d'otages. En même temps, des problèmes nouveaux surgissent : il lui faut entraîner, armer, assurer la subsistance des hommes qui l'ont rejoint. C'est par la ruse qu'il obtiendra des parachutages d'armes des Anglais, car les armes prises sur les troupes supplétives de Vichy ne suffisent plus.

Pour ce qui est du ravitaillement, le sort des masses le préoccupera aussi toujours. Ainsi, en paiement des produits obtenus pour la nourriture de ses hommes, il ne donnera pas des « bons de réquisition » remboursables à la libération, qui n'ont pas de valeur d'échange immédiate, mais bien de l'argent qu'il se procurera lors des « visites » aux recettes des TT, perceptions et... succursales de banques. Le « préfet du maquis » se préoccupera aussi de châtier ceux qui profitent de la guerre pour augmenter les prix : les trafiquants seront dénoncés publiquement et punis d'amende.

Lors du débarquement des alliés, c'est une véritable petite armée, qui a tenu en échec les unités nazies, venues pour les anéantir, qui opère maintenant dans cette région et contraindra les troupes fascistes occupant Limoges à se rendre sans combattre...

« Comme un poisson dans l'eau »

Il serait vain de vouloir résumer ici ce qu'a été l'action de ce communiste qui sut toujours être parmi les masses « comme un poisson dans l'eau ». Le mieux est de lire ou de relire le livre *« La résistance en Limousin »* (aux éditions Hachette).

Guingouin, un communiste, qui dans des circonstances particulièrement difficiles sut s'orienter par lui-même et servir les masses.

Guingouin, un exemple à étudier.

René BRÉAN.

Sabotage du viaduc de Bussy Varache (Haute-Vienne) le 13 mars 1943.

